



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste

unifié

N° 71

14 OCTOBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

D'urgence

l'union

Syndicats - Partis de gauche

L'UNION réalisée dans les Côtes-du-Nord entre l'ensemble des syndicats, le P.S.U., le P.C.F. et la S.F.I.O. montre la justesse de l'orientation politique définie par le Comité Politique National du P.S.U. dans sa Résolution du 1er octobre.

Déjà, la semaine dernière, « Tribune Socialiste » pouvait faire état d'un accord presque aussi large avec un certain nombre de syndicats, le P.C.F. et la S.F.I.O. à Saint-Etienne et à Béziers. Cette semaine, on annonce qu'un accord du même genre est en préparation dans l'Ille-et-Vilaine.

Ces réalisations dans des départements de structure sociale et de tradition politique fort différentes montrent les possibilités de rassemblement contre la menace de putsch et le danger fasciste. L'exemple doit pouvoir être suivi dans des dizaines d'autres départements.

Que cette union entre les syndicats et les partis de gauche soit urgente, beaucoup le comprennent et attendent de leurs organisations qu'elles discutent ensemble des mesures de défense et de mobilisation. Mais cette union n'est pas seulement nécessaire pour faire face à Salan et aux plastiqueurs ; elle est surtout l'unique moyen de sortir du dilemme : « De Gaulle ou les colonels », et de l'autre dilemme : « De Gaulle ou le retour à la IV^e. »

Lorsque, en effet, les Unions départementales des syndicats des Côtes-du-Nord et les Fédérations P.S.U., P.C.F. et S.F.I.O. demandent aux organisations nationales d'intensifier leurs efforts pour organiser rapidement et sans exclusive un rassemblement démocratique autour d'un programme commun, il est clair qu'il devient possible de proposer à l'opinion publique autre chose que le régime de pouvoir personnel, autre chose que la dictature des colonels, autre chose que le retour à l'impuissance de la IV^e République, aux trahisons du « Front Républicain », aux illusions de la « Troisième Force ».

Comme le P.S.U. l'a préconisé depuis sa fondation et affirmé lors de son Congrès, les syndicats doivent jouer un rôle décisif dans ce rassemblement. Tous les syndicats. Car il ne saurait s'agir d'accepter la distinction que voudraient établir certains entre les « syndicats libres » et la C.G.T. La présence de l'ensemble des syndicats est une garantie essentielle contre le retour que pourraient souhaiter certains aux jeux de la IV^e République, contre la reconstitution d'un nouveau « Front Républicain » ou d'une quelconque « Troisième Force ».

La tâche des militants et des organisations du P.S.U. est donc claire. Ils doivent tout faire pour consolider le front syndical contre le fascisme et pour la démocratie et pour sceller l'alliance, département par département, localité par localité, entre les syndicats, le P.S.U., le P.C.F. et la S.F.I.O. Les obstacles à cet accord demeurent sérieux à l'échelon national, mais la volonté des militants s'exprime déjà avec force dans de nombreuses instances et dans de nombreux départements. Il faut faire en sorte qu'elle triomphe des réticences et des exclusives et que l'exemple des Côtes-du-Nord, de la Loire, de l'Hérault et de l'Ille-et-Vilaine soit suivi.

Jean Verlhac

L'exemple

les Côtes-du-Nord

LE Comité départemental de Vigilance antifasciste des Côtes-du-Nord — comprenant des représentants des Fédérations du Parti Communiste français, de la S.F.I.O., du P.S.U., de l'Action travailliste, des Unions C.G.T. et C.F.T.C., de la Ligue des Droits de l'Homme, du S.N.I. et de la F.E.N. — vient de publier la déclaration suivante :

« Devant l'aggravation de la situation et les périls que les plastiqueurs de l'O.A.S., encouragés par les complicités du pouvoir, font peser sur les libertés, les organisations soussignées décident :

1) de renforcer leur groupement, qui prend le nom de Comité de Vigilance antifasciste et qui est ouvert à toutes les organisations et mouvements décidés à lutter contre les dangers venant des groupes factieux ;

2) d'étudier immédiatement les moyens à employer pour alerter et mobiliser l'opinion populaire sur le plan local et départemental ;

3) de demander aux organisations nationales d'intensifier leurs efforts pour organiser rapidement et sans exclusive un rassemblement démocratique autour d'un programme commun qui démontrera à l'opinion qu'il est possible de substituer au régime actuel, reposant sur un seul homme, une démocratie rénovée. »



(Keystone)

LES NOUVELLES MESURES POLICIERES ET RACISTES :

(voir notre article en p. 3)

« ... Des Français n'ont pas résisté au fascisme pour que dix-huit ans plus tard, renaissent pour notre plus grande honte, les procédés de l'Allemagne hitlérienne ».

(Dalmas)



« Quand l'ordre est le désordre,
il faut que le désordre fasse l'ordre et sauve la loi »

Romain Rolland (Colas Breugnon)

Ve République, An III

Est-ce l'O.A.S. qui commande en Algérie ?

Un de nos camarades, sur lequel nous éviterons de donner ici trop de précisions par mesure de sécurité, nous écrit pour nous faire connaître dans quelles conditions il a été contraint de quitter l'Algérie avec sa famille.

L'O.A.S. lui a adressé un « ordre d'expulsion » à exécuter dans les 72 heures. Trente-huit personnes, dans la ville où il habitait, ont reçu des menaces identiques.

Depuis le 27 septembre l'O.A.S. a distribué des tracts portant des listes de « condamnés à mort ».

De douloureuses raisons familiales ont empêché notre camarade de faire front aux menaces. Mais il ajoute dans sa lettre : « D'ailleurs, à quoi bon ? Nos efforts paraissent bien vains devant la liberté d'action laissée aux hommes de l'O.A.S. On se demande si le gouvernement ne souhaite pas cette anarchie. Il ne serait pas impossible pourtant de mieux assurer la sécurité. Beaucoup d'Européens commencent à se rendre compte qu'ils ne gagnent rien à ce jeu-là. Mais devant la carence administrative, la peur règne au bénéfice de l'O.A.S. »

Un jugement bizarre

Nous avons signalé — ici — à nos lecteurs, les poursuites dont notre ami Michel Oriol, secrétaire-fédéral des Alpes-Maritimes, avait été l'objet : On sait qu'une perquisition effectuée au domicile de notre camarade avait permis de trouver divers documents envoyés par le « Comité Maurice Audin ».

Nous sommes, naturellement, très heureux d'apprendre que le juge d'Instruction n'a pas cru pouvoir poursuivre et a conclu son réquisitoire par un non-lieu... Cependant, ce qui est intéressant, ce sont les attendus.

D'ABORD, le juge n'a pu prouver que les documents avaient servi à une diffusion. C'était déjà un premier point.

Mais un second attendu mérite d'être signalé. Le voici *in-extenso* :

« Attendu qu'Oriol, membre du Parti Socialiste Unifié, joue surtout au sein de ce parti, un rôle d'ordre administratif se bornant à présider aux travaux des différents Congrès et Conseils fédéraux et ne se manifestant que très rarement dans des réunions publiques... »

« Attendu que ces renseignements recueillis sur son compte ne permettent pas de penser qu'il ait eu jusqu'à ce jour une activité contraire à l'autorité de l'Etat... »

Curieux arguments, en vérité ! Ainsi, s'il avait été prouvé que Michel Oriol était un militant très actif, colleur d'affiches, vendeur de journaux, orateur de réunions publiques, — alors que le rôle d'un secrétaire fédéral, pour être moins « actif » n'en est pas moins important — dès lors, le prévenu eût été condamné.

Donc on peut dire — *a contrario* — que l'appartenance à un parti n'est légale, — ou tout au moins admise — que dans la mesure où elle est aussi discrète que possible !

Est-ce là un principe de jurisprudence ? Le droit d'association inclus dans la Constitution est-il restrictif ? Ou bien y a-t-il une interprétation de la loi suivant qu'il s'agit d'un militant obscur ou d'un responsable connu ?

Et que veut dire : « Une activité contraire à l'autorité de l'Etat ? » Va-t-on mettre en prison tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la poli-

tique du gouvernement et qui le disent ?

Transformera-t-on la France en « camps de concentration » pour tous les mécontents ?

Le juge d'Instruction de Nice a-t-il voulu innover en une matière où déjà tant d'entorses à la dignité de l'homme ont permis à d'honnêtes citoyens d'être inquiétés alors qu'ils ne faisaient qu'exercer leurs droits d'hommes dans la cité ?

Si MM. les juges d'Instruction veulent trouver des attendus valables pour des « inculpations d'attentats contre l'autorité de l'Etat », nous leur conseillons aimablement d'inviter la police à leur amener, menottés aux mains, ceux qui, — impunément jusqu'à présent —, torturent, au nom de l'ordre, et aussi ceux qui mettent chaque jour en péril la vie des Français en plaçant des charges de plastic devant leurs demeures.

Car ce sont ceux-là qui mettent à ce point en péril l'autorité de l'Etat qu'on en est à se demander s'il y a vraiment encore un Etat, et quelle autorité il détient ?

B. Renaudot

A l'Université de Clermont-Ferrand : Un homme courageux

Le doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines du Puy-de-Dôme, M. Droz, vient d'adresser au président de l'Association Générale des Etudiants de Clermont une lettre courageuse dont voici la teneur :

Je viens d'apprendre qu'en vertu d'un arrêté publié au « J.O. » du 21 septembre, trois sièges au Conseil d'administration des Œuvres universitaires ont été retirés à l'U.N.E.F. pour être donnés à la Fédération nationale des Etudiants de France. Permettez-moi de vous exprimer ici ma vive indignation : il s'agit là, en effet, d'un acte incroyablement arbitraire, puisque la Fédération nationale, qui n'a pas encore affronté le suffrage des étudiants, n'a jusqu'à présent aucune valeur représentative. Que ce soit pour moi l'occasion, Monsieur le Président, de vous dire combien j'ai été heureux que l'U.N.E.F. ait repoussé la formule ambiguë d'« apolitisme » qui lui a été proposée et aussi de vous assurer du large et sympathique appui d'un très grand nombre de mes collègues de la Faculté des Lettres de Clermont. Dans le combat que vous menez pour la défense des libertés universitaires vous ne serez pas, soyez-en certain, abandonnés par le corps enseignant.

Je vous prie, etc...

Un exemple à suivre -

Une résolution du Comité National d'Action Laïque

CONSIDERANT que la loi du 31 décembre 1959, contraire à la Constitution et à la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, rallume la guerre scolaire,

Constatant le déséquilibre sans cesse croissant entre les moyens mis à la disposition de l'Enseignement public et les besoins auxquels il doit faire face,

Niant à l'Etat le droit de distribuer et de faire distribuer par les collectivités locales à un Enseignement confessionnel qui se proclame ouvertement missionnaire des crédits qu'il refuse délibérément à l'Enseignement public dont il a normalement la charge,

Considérant que les textes d'application de la loi Debré instituent pour les collectivités des dépenses qui tendront à aggraver les charges fiscales des contribuables ; protes-

tant contre la désinvolture avec laquelle sont traités les Conseils Municipaux contraints de voter sans discussion des crédits obligatoires pour les dépenses de fonctionnement des Ecoles privées passant contrat d'association ; dénonçant les déchirements que provoqueront dans les Assemblées municipales et dans la vie communale l'Instruction et la discussion des demandes présentées par les établissements sous contrat simple,

Le Conseil Général... rappelle les principes sur lesquels était fondée la Paix scolaire :

- Liberté de conscience pour tous,
- Séparation des Eglises et de l'Etat,
- Fonds publics au seul Enseignement public.

En conséquence, le Conseil Général, soucieux à la fois de sauvegarder cette Paix scolaire, d'assurer le fonctionnement normal de l'Ecole ouverte à tous et de ménager les intérêts des contribuables, se refuse à voter tout crédit pour le fonctionnement d'un enseignement confessionnel missionnaire et souhaite que toutes les Assemblées Municipales adoptent la même position de sagesse.

M. Debré n'aime pas les intellectuels "qui pensent"

DANS une question écrite, M. Roger Garaudy « attire l'attention de M. le Premier Ministre sur le fait que, sous prétexte de sanctionner arbitrairement les 121 signataires d'un Manifeste, s'institue un véritable climat de maccarthysme dans différents domaines du spectacle et de la culture. Il constate que les mesures prises à l'encontre d'un certain nombre d'artistes, d'écrivains, cinéastes, sanctionnés sans qu'aucune inculpation et, par conséquent, aucune condamnation, ne soit intervenue, portent atteinte au principe formulé dans le Préambule de la Constitution, qui déclare :

« Nul ne peut être lésé dans son travail ou son emploi en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances. »

Il l'informe que cette situation, en se prolongeant, alimente une atmosphère de suspicion et de discrimination, mortelle pour le libre épanouissement de la pensée et de l'art français au théâtre, au cinéma, à la radio et à la télévision. Elle contraint un certain nombre d'auteurs et d'artistes à travailler pour des entreprises de spectacles à l'étranger à partir du moment où les débouchés français leur sont arbitrairement refusés. Il désirerait connaître quelles dispositions il compte prendre pour mettre fin à cet état de choses préjudiciable au prestige international de l'art français, contraire aux principes les plus élémentaires de la démocratie et même à la Constitution, contraire aux traditions nationales de notre culture et aux intérêts de l'art français (Question du 27 février 1961).

REPOSE :

Ce qui est anormal et « contraire aux traditions nationales de notre culture et aux intérêts de l'art français », c'est plutôt le fait que des artistes ou des écrivains se servent de leur renom pour appuyer une action contraire aux intérêts de la nation.

(Cette réponse a paru au J.O. du 31 août 1961 — Sénat D.P.)

Pour M. Debré, — et probablement pour M. Malraux, qui préside aux Beaux-Arts et à la Culture de la Ve République, après avoir appuyé de son talent, et de sa personne, les luttes révolutionnaires, en Espagne et en Chine, des hommes voulant vivre libres — le droit de penser n'appartient qu'aux officiers ultras qu'il protège et qui ne « pensent » qu'à étrangler la démocratie. Pour le Gouvernement

actuel — et son chef — « les traditions nationales de notre culture » doivent probablement prendre leurs sources dans les autodafés de l'Inquisition... A quand les bûchers ?

Grâce aux enseignants, Bizerte n'aura pas tué la culture française en Tunisie

La politique de grandeur a failli compromettre de façon définitive les liens culturels franco-tunisiens. Le gouvernement français a tenté d'utiliser les besoins tunisiens en Enseignants français pour faire pression et obtenir de la part du gouvernement tunisien des concessions en des domaines qui n'avaient rien de commun avec les problèmes de l'Enseignement.

Devant l'incohérence gouvernementale, il a fallu que les organisations syndicales (F.E.N. et S.N.I.) prennent leurs responsabilités et l'on pourrait même dire prennent des responsabilités qui n'étaient pas directement les leurs. Le communiqué du 6 octobre témoigne d'une conception de la fois humaine et ferme du rôle des Enseignants français dans les pays d'Afrique, marque la liberté de détermination et l'indépendance des syndicats de l'Enseignement vis-à-vis de tous les gouvernements.

Ni instruments ni otages...

La Fédération de l'Education nationale et le Syndicat national des instituteurs « regrettent qu'à la veille de la rentrée scolaire en Tunisie, l'accord culturel provisoire franco-tunisien en vue de cette rentrée n'ait pu être signé.

... Le jeudi matin 5 octobre, les modalités relatives à cet accord étaient réglées. En les officialisant, on pouvait créer le climat psychologique nécessaire à un retour normal des choses en ce qui concerne les garanties aux personnes et la sauvegarde des biens individuels. Pour le premier des deux points soulévés en dernière heure et à propos de la coopération culturelle, il est certain que quelques gestes concrets des autorités tunisiennes allant dans le sens de la déclaration du président Bourguiba auraient créé une ouverture. Pour le second, il est pour le moins paradoxal que le gouvernement français l'ait lié à la coopération culturelle et non à certains domaines tels que l'exploitation pétrolière, par exemple, ou des modalités provisoires d'accord sont d'ores et déjà mises en application.

... Il est du devoir du gouvernement français de dire d'urgence et avec précision à ses enseignants, que ceux-ci relèvent de la coopération ou du secteur d'enseignement français (émission universitaire et culturelle), qu'ils soient déjà rentrés en Tunisie ou s'apprentent à y rentrer, quelle doit être leur ligne de conduite ?

... La F.E.N. et le S.N.I. disent avec force que leurs camarades ne sauraient être des instruments ou des otages, et que la rupture des relations culturelles franco-tunisiennes constituerait une nouvelle erreur lourde de conséquences dont ils pensent encore qu'elle peut être évitée. »

Pratiquement les syndicats se sont substitués à un Etat défaillant pour sauvegarder l'avenir de la culture française — culture qui n'appartient pas à une nation ou à un gouvernement, mais à tous ceux qui la pratiquent et la recherchent. Le pire a été évité, mais il importe désormais de fixer le cadre de la coopération culturelle de façon telle qu'elle soit mise à l'abri des vicissitudes politiques et qu'elle ne puisse servir de moyen de pression à aucun des partenaires.

LETTRE OUVERTE DU COMITÉ AUDIN A L'EX-GÉNÉRAL SALAN

Monsieur,

NOUS comprenons fort bien les raisons qui vous ont empêché d'adresser au Comité Maurice Audin copie de votre lettre au colonel Debrosse. Le nom de Maurice Audin doit sûrement évoquer en vous un souvenir. Vous avez certainement raison de protester contre la torture et, tout en réservant notre opinion en l'absence de documents contrôlables sur les faits que vous indiquez, nous ne considérons pas comme invraisemblable que des Européens aient été récemment torturés en Algérie. Notre protestation contre la torture ne tient compte ni des races ni des nationalités; la vôtre, Monsieur, est une farce déshonorante.

Avez-vous donc ignoré, vous, général commandant en chef en Algérie du 13 novembre 1956 au 12 décembre 1958, que c'est alors qu'une nouvelle Gestapo, et qui plus est une Gestapo essentiellement militaire, s'est créée sous votre responsabilité? Certes, les autorités civiles (MM. Bourges-Maunoury, Lacoste, Lejeune) vous ont alors couvert. Vous ne vous en apercevez pas moins bien tard que la torture est cette « barbarie dont une partie de l'armée risque de porter à tout jamais la honte ». Elle la porte déjà, et vous le premier.

De tous les colonels, capitaines et lieutenants, et ils sont nombreux, contrairement à ce que vous dites, qui composaient l'Etat-Major de cette nouvelle Gestapo, une partie est restée dans l'armée où rien ne les empêche de continuer à torturer comme vous le leur avez appris — d'autres : les ex-colonels Argoud, Broizat, Godard, déserteurs, contumaces et plastiqueurs, sont aujourd'hui à vos côtés et l'on veut croire qu'ils partagent votre indignation — d'autres enfin, MM. Trinquier, Faulques et La Bourdonnaye, ont vendu ou tenté de vendre leur patriotisme au Katanga.

Un fait vous console, dites-vous, c'est que ces tortionnaires soient d'origine étrangère. Nous n'avons pas eu cette consolation, bien que vous ayez aussi employé quelques étrangers. Quand le légionnaire allemand Feldmayer torturait Européens et Musulmans, hommes et femmes, à la villa Susini, sous les ordres du capitaine français Roger Faulques, que faisiez-vous alors, Monsieur? Sans doute votre conscience était-elle moins exigeante pour des tortures appliquées principalement à des Musulmans?

Vous n'avez pas voulu témoigner à Lille où nous vous avions fait citer. Vous auriez pu alors produire le rapport sur l'affaire Audin que vous avait adressé votre conseiller juridique le colonel Gardon, aujourd'hui général et directeur de la Justice Militaire. Evidemment vous pouviez difficilement témoigner contre le journaliste Georges Ras, qui est maintenant sous vos ordres au sein de l'O.A.S.

Les Français sont trop au courant des crimes que vous avez couverts quand vous ne les avez pas ordonnés, pour être trompés par vos hypocrites protestations. C'est un crime, dites-vous, de faire couler le sang français? N'êtes-vous pas le chef d'une organisation de plastiqueurs et de tueurs? Et si vous considérez la torture comme un crime, de combien de crimes êtes-vous chargé?

Nous nous élevons énergiquement contre la carence de la justice à l'égard des tortionnaires militaires, contre son indulgence à l'égard des comploteurs et plastiqueurs. Vous n'êtes que des criminels de droit commun, malheureusement pourvus de larges compléments.

Comptez, Monsieur, sur notre inlassable résolution à continuer une campagne contre les tortures, à laquelle vous apportez si tardivement votre contribution. N'ayez crainte, les noms des tortionnaires sont connus (et nous doutons fort que le colonel Debrosse figure parmi eux). Nous comptons qu'ils seront un jour châtiés, et vous avec eux, qui n'êtes certes pas l'un des seuls, mais l'un des principaux responsables de l'emploi de la torture en Algérie.

Sous le prétexte de lutter contre le terrorisme :

Odieuses mesures policières et racistes

En ce temps, les nazis — déjà avec l'accord du gouvernement français de l'époque — avaient décidé de doter les israélites d'une étoile jaune, afin de les mieux reconnaître.

Dans d'autres pays, pour protéger — disait-on — les juifs, on les avait parqués dans des ghettos. Plus tard, les bornes des ghettos devinrent des murs et des enceintes qui ne s'ouvrirent que pour l'extermination.

Les nations éprises de liberté ont combattu le fascisme et l'hitlérisme pour abattre — affirmaient-elles — le racisme et rendre à tous les hommes — quelles que soient la couleur de leur peau, leur religion ou leur race — leur dignité naturelle.

Les quelque dix millions de morts à l'actif du régime nazi sont encore présents à la mémoire pour attester de la volonté des hommes de vivre égaux en droits.

LE gouvernement de la V^e République — dont le chef de l'Etat fut précisément le symbole de la Résistance française — vient de permettre à son argousin de service de replacer la France au rang des nations les plus méprisables — celles qui pratiquent encore la dictature et la discrimination raciale.

Sous le fallacieux prétexte de lutte contre le terrorisme, « les Français musulmans sont invités de la façon

la plus pressante (admirez la suavité de ces paroles employées par les tendres policiers) — à ne pas sortir de chez eux (!) de 20 h. 30 à 5 h. 30, à se munir, éventuellement, d'un permis de circulation ; à ne circuler qu'isolément (tout groupe, c'est-à-dire à partir de deux personnes pensons-nous, étant — à priori — suspect) ; enfin les cafés où fréquentent les Français musulmans seront fermés dès 19 heures. »

On est confondu.

Naturellement, tous les souteneurs — même s'ils sont Français musulmans — pourront continuer leurs activités, surtout s'ils sont des « indics » de police...

Naturellement, quiconque veut comploter contre la République pourra le faire, même après 20 h. 30, dans n'importe quel bistrot, et en discuter posément, en groupes, même de plus de deux personnes, en déambulant galement à la recherche de l'immeuble à plastiquer!

Quant aux travailleurs nord-africains — que la circulaire policière continue d'appeler des « Français musulmans » — ils seront parqués dans leurs médinas, pourchassés et livrés à la disposition des harkis.

La V^e République s'avance résolument sur le terrain du fascisme.

A quand l'étoile (jaune ou verte), à quand les ghettos, à quand la solution finale du problème des Algériens de France?

Pour le gouvernement — et sa poli-

ce — quiconque n'a pas des cheveux plats doit être suspecté de subversion. S'il y avait — ce dont nous doutons d'ailleurs — quelques Français musulmans qui ne soient pas encore pour le F.L.N., par simple sens de la dignité, et par réaction, ils deviendraient rapidement nationalistes algériens. Nous ne pensons pas, bien sûr, aux harkis. Chaque nation, comme chaque race, a ses rebuts dont le sort est toujours le même...

Nous espérons vivement que les travailleurs français — et non musulmans — auront à cœur de faire comprendre au régime gaulliste que des Français n'ont pas résisté au fascisme pour que, seize ans après la chute du III^e Reich, renaissent pour notre plus grande honte, les procédés de l'Allemagne hitlérienne.

Que la police fasse son travail — qui est de protéger les citoyens de ce pays — certes, mais nous ne voulons pas vivre sous un régime policier. Il nous suffit, hélas, de supporter, provisoirement, un régime militariste et réactionnaire.

Il y avait déjà les arrestations arbitraires, les brimades policières, les tortures, les camps de concentration, on y ajoute maintenant — et ouvertement — la discrimination raciale.

Nous arrivons aux limites de l'odieux.

Croit-on que c'est avec de tels procédés qu'on prépare la nécessaire collaboration entre les communautés musulmane et catholique, entre la nation française et la nation algérienne?

“ LE POUVOIR SE MEURT LENTEMENT ”...

LUNDI dernier, « l'émission-pirate » s'est fait entendre une fois de plus en Algérie. C'était la quatrième émission du poste clandestin de l'O.A.S. Ce n'est certainement pas la dernière. D'ailleurs, le speaker a annoncé que, dorénavant, les émissions deviendront quotidiennes.

Par la même occasion, il a fait savoir « que tous les Algérois sont, et seront mobilisés. Les instructions leur seront données en temps utile par les chefs de l'O.A.S. ». Pour donner du courage aux futurs mobilisés, le speaker a ajouté : « Avant la fin de l'année existera une armée de 100.000 hommes équipés, disciplinés... La victoire est certaine... Le seul fait que je puisse prendre la parole sur les antennes de la R.T.F. officielle est la

preuve que le pouvoir se meurt lentement ».

Dans cette déclaration, il y a, — semble-t-il — un mensonge. On affirme que l'O.A.S. n'aurait pas utilisé « les antennes de la R.T.F. officielle », mais bien un poste clandestin.

Ce qui est déjà suffisamment grave.

Il y a naturellement aussi du bluff dans les émissions de l'O.A.S. M. Roger Frey a raconté un jour comment il avait « intoxiqué » l'opinion publique en France et amené à la capitulation le gouvernement Pflimlin-Mollet par des émissions fantaisistes de Radio-Alger lorsqu'au lendemain du 13 mai 1958 il se trouvait à Alger, à côté de Soustelle, Ortiz, Lagailarde et Salan.

Cela lui a permis de devenir ministre de l'Intérieur du général de Gaulle...

Il est probable que Salan et son Etat-Major ne négligent pas une méthode qui s'est avérée si efficace. Il est certain, cependant, que l'O.A.S. est à présent beaucoup plus puissante que ne l'étaient les conjurés du 13 mai. Son armée secrète ne compte sans doute pas 100.000 hommes « disciplinés », mais elle dispose de commandos bien armés, de plastiqueurs-terroristes nombreux et expérimentés, d'un grand nombre de complices dans les Etats-Majors de l'Armée, dans la Sécurité Nationale, la police, l'Administration et même dans les « hautes sphères »...

Le gouvernement le sait. Il essaie à présent de conjurer le danger par des mesures policières dérisoires. Il réussit à faire arrêter des comparses. Mais l'organisation secrète de l'O.A.S. reste intacte et ses chefs sont en liberté. C'est que la répression vient trop tard : au lieu de liquider l'O.A.S. au lendemain du putsch du 22 avril quand ses chefs étaient en fuite et ses troupes désorganisées et démoralisées, le gouvernement ne s'est décidé à agir que lorsque les comploteurs ont commis l'attentat contre le général de Gaulle.

**

Le bruit a couru, il y a quelques jours, que l'ordre avait été donné à l'escadre de Toulon de se rendre dans les ports d'Algérie. Le gouvernement l'a démenti. Les « milieux autorisés » reconnaissent, cependant, que cette escadre doit se livrer à des exercices d'automne qui se font « toujours » au large de l'Algérie...

Acceptons cette explication d'autant plus volontiers que la présence de ces navires de guerre devant Alger et Oran ne nous apporte pas, à elle seule, la certitude de l'échec du putsch attendu.

En France, les conjurés militaires et fascistes n'oseront peut-être pas tenter de coup d'Etat si les forces ouvrières — syndicales et politiques — créent un grand rassemblement de tous les démocrates et républicains sincères afin de s'opposer aux entreprises fascistes et militaires.

Mais, en Algérie, la situation est autrement sérieuse. Le speaker de « l'émission pirate » a raison quand il dit que « le pouvoir se meurt lentement ». On a l'impression qu'il n'existe même presque plus en Algérie.

Pour combattre le complot, pour empêcher Salan de prendre la place du Délégué général, et celle du Commandant en Chef, il n'existe là-bas qu'une seule force : le contingent. C'est lui qu'il faut appeler à la vigilance. C'est à lui qu'il faut faire confiance. C'est sur lui qu'il faut s'appuyer.

Mais le gouvernement qui a déjà été sauvé une fois par les jeunes du contingent semble les craindre encore plus que les conjurés. Incapable de faire la paix avec le F.L.N. par peur de l'O.A.S., il semble impuissant à combattre effectivement la conjuration, par peur du contingent.

Il faudrait donc que le rassemblement antifasciste de la métropole se substitue au pouvoir, aussi bien pour écraser l'O.A.S. que pour mettre fin à la guerre d'Algérie.

Oreste Rosenfeld.

Regroupement démocratique dans la Manche

Sept organisations ont convenu — à Avranches — de s'unir pour lutter :

— Pour des élections au scrutin proportionnel.

— Pour la conclusion d'un traité de paix avec les deux Etats allemands.

— Pour la restauration de la démocratie et la fin de la guerre d'Algérie.

Enfin, ces organisations souhaitent une rencontre entre les dirigeants de toutes les organisations décidées à mettre fin au régime gaulliste.

Ont signé un manifeste commun : l'Union locale de la C.G.T. — la L.D.H. — La Libre Pensée — Le P.C.F. — Le S.N.E.S. — Le S.N.I. et le P.S.U.

L'expulsion d'un étudiant camerounais

L'ASSOCIATION des Etudiants de la Présidence d'Antony communique :

« A la suite de l'arrestation, le 20 septembre dernier, de Thomas Melone, suivie de son expulsion et de sa remise aux autorités du Cameroun, l'A.E.R.U.A. a tenté d'obtenir une audience au Cabinet du Ministre de l'Intérieur afin d'éclaircir les conditions dans lesquelles cet étudiant a pu être expulsé sans procédure d'expulsion.

Une autre audience a été demandée au recteur de l'Académie de Paris, afin de protester contre une arrestation opérée à l'intérieur de la Résidence, en violation des franchises universitaires, et à l'insu des autorités locales.

Enfin, la femme de Thomas Melone — qui est elle-même étudiante, et mère de famille — a déposé une plainte avec constitution de partie civile, pour atteintes portées à la liberté individuelle et séquestration arbitraire.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

IMPRIMERIES RENE-BOULANGER
60, r. René-Boullanger, Paris-10^e
IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Porte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

M.R.P., Radicaux et Indépendants :

Ménager l'avenir...

Après le discours par lequel le général de Gaulle, le 3 octobre, rabrouait avec rudesse ses nouveaux opposants, trois des partis représentés au Parlement et ralliés au régime en 1958, ont fait connaître leurs positions. Le Comité directeur des Indépendants a publié un manifeste. Les Radicaux ont tenu leur Congrès annuel. Le M.R.P. a réuni son Comité national.

Faisons le point.

PRENONS date, — à toute fins utiles —, mais gardons-nous de passer immédiatement aux actes : tel est en somme le résultat des récentes délibérations de trois partis, les Indépendants, les Radicaux, le M.R.P.

Tous trois viennent de critiquer, et parfois très sévèrement, la politique du régime, chacun en profitant d'ailleurs pour se décerner à lui-même quelques satisfécits et pour rappeler ses mérites, comme si nous étions déjà en période électorale. Avec la menace permanente de dissolution, il n'est jamais trop tôt pour se préparer à affronter l'électeur...

Bien sûr, on s'en prend plus sévèrement à Debré qu'à de Gaulle. Celui-ci pourtant, même dans les rangs de ces partis où l'on s'est rué vers le gaullisme triomphant de 1958, est de moins en moins ménagé. « C'est au moment où la V^e trébuche sous le poids de la

guerre d'Algérie, a déclaré par exemple M. Félix Gaillard, que le Général de Gaulle adresse une semonce en forme de déclaration de guerre non pas au F.L.N. ni aux plastiqueurs, ni aux juges qui ne jugent pas, ni aux officiers qui évitent d'obéir, ni même aux partis de la majorité qui désertent clandestinement, mais indistinctement à toutes les formations qui exercent leur rôle dans les formes légales. »

Il y a là, nous le reconnaissons volontiers, d'excellentes formules. Mais, qu'on nous excuse de répéter pour les radicaux ce que nous avons dit pour d'autres, M. Gaillard aurait plus d'autorité pour dresser ce bilan de faillite s'il n'avait, voici trois ans, apporté son soutien à cette V^e dont il parle aujourd'hui avec quelque dédain. Il pourrait se demander aussi qui était président du Conseil lors de l'incident de Sakhiet-Sidi-Youssef et lorsque la IV^e République a, elle aussi, trébuché sous le poids de la guerre d'Algérie.

Le manifeste du Comité directeur des Indépendants n'a pas été moins sévère dans ses critiques. Le M.R.P., — seul à avoir certains de ses membres dans le gouvernement —, a été en somme le plus indulgent des trois pour le général de Gaulle. Quoi qu'il en soit, tous ont vivement critiqué la politique du régime dans à peu près tous les domaines.

Allaient-ils, comme cela paraissait logique, passer à l'offensive et déclarer la guerre au régime ?

Ils s'en sont bien gardés. Indépendants et M.R.P. s'obstinent à dénoncer, non la Constitution de 1958, mais l'usage qui en a été fait. Les Radicaux, sur ce point, s'en tiennent à une formule fort vague : leur motion parle seulement de la « restauration d'une république fidèle à ses fondements politiques et sociaux ».

D'autre part, ni le Comité directeur des Indépendants, ni le Congrès radical, ni le Comité National du M.R.P. n'ont pris de décision de nature à porter un coup au gouvernement et à renforcer un mouvement d'opposition. Quelques fédérations M.R.P. ont proposé le retrait des ministres. Elles ont recueilli 24 voix tandis que les partisans du maintien en obtenaient 64. « Le M.R.P. dit la motion votée, s'abstient de toute décision susceptible d'affaiblir, en ces heures périlleuses, ce qui reste d'autorité à l'Etat. »

Ainsi, pour le proche avenir, les délibérations de ces trois partis n'ont aucune conséquence. Elles ne manquent cependant pas d'intérêt, car elles permettent de comprendre la tactique de leurs dirigeants.

● En premier lieu, tous veulent, dans le souci de ménager l'avenir, décaler leurs responsabilités. Ils ne goûtent pas l'héroïsme à la Debré, qui expliquait récemment à ses amis de l'U.N.R. que l'impopularité est un des signes de la réussite politique. Les Radicaux rappellent que l'indexation des prix agricoles fut l'œuvre d'un gouvernement radical. Les Indépendants, sans aller jusqu'à citer le nom de M. Pinay, s'attribuent le mérite d'un redressement financier qui fait l'admiration de l'étranger.

● En second lieu, il est clair que les uns et les autres souhaitent, avant de prendre une attitude plus combative, laisser au général de Gaulle le soin de régler l'affaire algérienne. On l'a dit en clair au M.R.P., on le pense aussi chez les Radicaux et les Indépendants.

Ces derniers, à la différence peut-être des Radicaux et des M.R.P., ont sans doute un autre dessein. Loin de critiquer le système lui-même, ils ont déclaré : « Il existe une voie normale du redressement, l'application de la Constitution adoptée en 1958 par 80 % des Français. » Ils s'accommoderaient fort bien, assurément, de ces institutions agencées de manière à réduire à l'impuissance le suffrage universel et à paralyser tous les mécanismes d'un contrôle démocratique. M. Pinay et ses amis se sont naturellement aperçus que le président de la République, qui détient la réalité des pouvoirs, est élu, selon les dispositions de la Constitution de 1958, par un collège électoral composé de telle façon que la droite est à peu près assurée de toujours l'emporter. Aussi seraient-ils heureux de pouvoir un jour conserver les institutions gaullistes pour le plus grand profit des couches sociales et des intérêts économiques qu'ils représentent. Vue par eux, la « rénovation démocratique » se bornerait à quelques modifications de détail de nature à ménager les susceptibilités des Assemblées parlementaires et à donner au

régime un aspect moins autoritaire et moins personnel.

Bien décidés à faire preuve de prudence et à adopter une attitude d'attente, à se présenter, comme l'a dit le nouveau président du parti radical comme « a-gaullistes », ces trois partis n'ont évidemment pas pris de position nette sur les propositions de rassemblement faites tout récemment. Les Indépendants se bornent à faire l'éloge de la démocratie (sous quelle forme ?) et du Parlement (avec quels pouvoirs ?). Le M.R.P. appelle « tous les démocrates à s'unir, et demande la constitution d'un gouvernement de cohésion nationale ». Mais aucun commentateur n'a précisé le sens de cette phrase de la motion et n'a dit où se trouvaient ces démocrates incités à s'unir, ni ce que signifie exactement un gouvernement de cohésion nationale, ni ce que seraient ses objectifs. Quant aux Radicaux, ils sont à peine un peu plus précis : ils souhaitent « la formation rapide d'un large rassemblement des démocrates de la gauche et du centre-gauche ». En clair, cela signifie à peu près : union avec la S.F.I.O., peut-être avec le M.R.P. s'il cherche à se faire pardonner les lois antilégislatives, et en tout cas sans le P.C.

Il ne faut donc pas attendre que prochainement ces partis entrent en mouvement. Il est seulement intéressant de relever que les uns après les autres cherchent à se dégager, sinon encore du régime, tout au moins de sa politique.

Mais tout se passe comme s'ils estimaient que la situation réelle leur permettrait toujours cette lente stratégie empreinte d'opportunisme.

Se fiant aux apparences, ils raisonnent comme si nous vivions par temps calme et comme si toutes les crises intérieures pouvaient à coup sûr trouver leur solution par des voies traditionnelles : chute d'un gouvernement, dissolution, élections, changement de majorité portant au pouvoir une nouvelle équipe. C'est vraiment méconnaître la réalité du régime :

— Ou bien de Gaulle, comme ils semblent l'espérer, parvient à mettre fin à la guerre d'Algérie : alors, il cherchera à en tirer avantage et, s'il se heurte à une opposition plus vive, si le Parlement se sent plus à l'aise pour essayer de reconquérir quelques pouvoirs, il fera front et deviendra encore plus autoritaire. Tel est bien le sens de son dernier discours. Accepteront-ils alors une nouvelle humiliation des partis politiques ? Et s'ils ne l'acceptent pas, quels moyens auront-ils de résister s'ils n'ont pas réveillé l'opinion démocratique et s'il n'ont pas travaillé à leur offrir des perspectives claires ?

— Ou bien, la guerre d'Algérie se prolonge. Il faudra alors compter avec les factieux qui ont tout à gagner à la poursuite de la guerre. Et, dans ce cas aussi, on verra de Gaulle, sous le prétexte de maintenir la cohésion nationale, recourir à des mesures autoritaires.

De toute façon, il deviendra de plus en plus difficile de trouver des accommodements avec le régime : les événements imposeront des choix plus nets.

Robert Verdier

La crise du Mouvement de la Paix

LE récent Conseil national du Mouvement de la Paix qui s'est réuni samedi et dimanche a coïncidé avec l'annonce d'une crise au sein de cette direction. Cette crise n'a pas été provoquée par les textes votés dimanche qui constituent des compromis :

— Au sujet du problème de Berlin le Mouvement de la Paix s'est contenté de réclamer « le règlement de la situation anormale de Berlin-ouest et la signature du traité de paix », ce qui peut s'interpréter dans tous les sens.

— Au sujet des expériences atomiques, une phrase de la résolution parle de l'opposition du Mouvement aux expériences atomiques sans préciser davantage.

La raison profonde de la crise est ailleurs : le Conseil National du Mouvement de la Paix a également décidé, dimanche dernier, que Raymond Guyot, membre du Bureau Politique du P.C.F., prendrait part désormais aux travaux du Bureau national du Mouvement (sous-entendu à la place de Laurent Casanova). Ce dernier n'est pas destitué, mais ne vient plus au Bureau national et le prochain Congrès de mars légalisera cette situation en plaçant Raymond Guyot de plein droit à la direction du Mouvement de la Paix.

Or, c'est précisément depuis l'affaire Casanova - Servin et depuis que le Comité Central du P.C.F. a mis en cause la direction du Mouvement de la Paix et a fait ensuite pratiquement entériner cette mise en cause par le Mouvement lui-même, qu'Emmanuel d'Astier, Jacques Madale, Mme Farge n'ont plus participé à la Présidence du Mouvement tandis que Marc Jacquier et Jacques Chatagner se retiraient du Secrétariat. Récemment, à l'occasion du dernier Comité Central, Raymond Guyot a de nouveau critiqué la direction du Mouvement de la Paix et indiqué qu'il s'y trouvait des éléments pour ne pas comprendre la justification des expériences soviétiques.

Ce même Raymond Guyot est aujourd'hui installé à la direction du Mouvement de la Paix, pour faire appliquer « la ligne » de l'intérieur...

On comprend que dans ces conditions, E. d'Astier et ses amis aient tenu à lever toute équivoque sur la composition réelle des organismes de direction essentiels du Mouvement de la Paix.

Le Bureau de notre parti avait, il y a 18 mois, lors d'une conversation avec Casanova et d'Astier, fait connaître les raisons essentielles de nos réserves à l'égard du Mouvement de la Paix et de ses méthodes d'organisation et de direction : ces réserves se trouvent aujourd'hui largement confirmées.

Pour nous, l'accord avec les communistes doit se faire sur la base de rapports d'organisation à l'organisation. La forme de comités flous à la base et de comités de personnalités au sommet à laquelle demeurent attachés les communistes sous le nom de « Front unique » est non seulement le moyen pour le P.C.F. de manœuvrer à leur aise de tels comités : elle est surtout profondément inefficace.

Il suffit pour le comprendre de voir comment le P.C.F. a réussi peu à peu à vider de tout contenu réel autre que communiste le Mouvement de la Paix et à stériliser la grande idée d'Yves Farge.

APRÈS L'ÉLECTION DE GUINGAMP

A Paimpol, une opération douteuse

Il se prépare une curieuse opération à la municipalité du grand Paimpol. Le maire actuel serait prêt à démissionner pour redevenir simple conseiller. Un autre membre du Conseil démissionnerait, lui, pour de bon. Tout cela pour permettre l'élection, au cours d'un suffrage partiel, d'un certain Max Chevrin qui deviendrait maire. Ce monsieur est Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, et n'est pas paimpolais. Lors de l'élection du Conseil du grand Paimpol (après fusion de trois communes), il n'était pas éligible. Ayant acquis une propriété sur le territoire de la commune, il lui fallait attendre quelques mois. Il a donc mis en place un homme de paille.

Cette opération est certainement téléguidée par le clan Pléven, et semble disposer de la complicité (incroyable) de l'ensemble du Conseil municipal actuel, pourtant censé être « à gauche » !

La fédération du P.S.U. va tenter de contrecarrer cette malhonnêteté que seul l'apolitisme des électeurs rend possible.

J. G.

AU RAINCY : Un candidat-girouette

LE 1^{er} tour d'une élection cantonale partielle a eu lieu dimanche dernier au Raincy (S.-et-O.). Les résultats ont été les suivants :

BALLANGER (P.C.)	13.663 voix
VALLEMET (U.N.R.)	10.586 »
COLSON (DROITE)	5.402 »
SOULLIER (S.F.I.O.)	2.419 »
MARGERITTE (P.S.U.)	1.294 »
NOREE (RAD.)	978 »

Il convient de noter que, par rapport aux élections précédentes dans le même canton, le P.C. arrive de nouveau en tête, améliorant légèrement son pourcentage.

L'U.N.R. progresse fortement. Il est vrai que cette fois, il n'y avait pas de candidat M.R.P. (il avait obtenu près de 3.000 voix).

Le P.S.U., présent pour la première fois dans la bataille, obtient environ 4 % des suffrages exprimés.

La S.F.I.O. qui détenait le siège, perd environ 4.500 voix et passe de 10 à 7 %. L'appui donné au gaullisme en 1958 a, très logiquement, profité à l'U.N.R.

Cette élection cantonale partielle a été une bonne occasion, pour les militants qui ont participé à la campagne électorale, d'apprécier l'évolution de la S.F.I.O.

Son candidat, informé du dernier tournant, a

pris dans sa profession de foi, une attitude d'opposition. « En Algérie, a-t-il dit, la poursuite de la guerre compromet dangereusement les intérêts de la France ; le pouvoir n'a jamais voulu négocier sérieusement ; il est en grande partie responsable des échecs de Melun, d'Evian, de Lugrin... En politique intérieure, le pouvoir n'a manifesté que mépris pour les représentants que la nation s'est librement donnés : le Parlement, les syndicats, les partis politiques, mais il recule devant la violence et le recours à la rue. »

Bravo ! Quel ferme et courageux langage ! Mais cette lucidité de la S.F.I.O. est vraiment tardive... Que disait en effet son candidat aux élections législatives de 1958, dans le même canton ?... Il n'était pas tellement opposant alors... et bien mieux, il cherchait, lui aussi, à profiter de la vague gaulliste. Il écrivait : « Elu maire de Livry-Gargan en 1947, j'ai donné la mesure des possibilités que peut tirer un administrateur libre, en réalisant sur le plan communal, une majorité nationale allant des R.P.F. aux socialistes. Ce sera là ma plus grande satisfaction ». Et d'ajouter fièrement : « Le 30 mai dernier j'ai dit : « Si j'étais parlementaire, je voterais l'investiture de de Gaulle... J'ai fait tout l'effort nécessaire pour que le projet de Constitution soumis au référendum du 28 septembre dernier soit approuvé. »

Où en est l'Union Générale des Travailleurs Algériens ?

(Interview de M. DEKKAR, secrétaire de l'U.G.T.A.)



(Archives)

« Préparer la reconversion du combattant d'aujourd'hui. »

Du 12 au 20 août 1961 s'est tenu à Tunis un séminaire organisé par l'Union Générale des Travailleurs Algériens sur la réforme agraire en Algérie. Ce séminaire, le huitième organisé par l'U.G.T.A., s'inscrit dans un plan général de formation qui reflète ses préoccupations actuelles. Devant des soldats de l'A.L.N., des moniteurs agricoles, de jeunes syndicalistes, des étudiants, furent analysées les données fondamentales de l'économie algérienne, les tentatives du Plan de Constantine, les expériences chinoise et cubaine, et dégagées les perspectives du syndicat.

A l'issue de ce stage, il nous a paru intéressant de demander à Dekkar, Secrétaire de l'U.G.T.A., de bien vouloir faire le point de l'action menée par l'U.G.T.A.

PEUX-TU, tout d'abord, préciser les conditions dans lesquelles s'est créée l'U.G.T.A. ?

— Je pense qu'il faut, en premier lieu, situer la rupture du mouvement ouvrier algérien avec le syndicalisme français qui régnait depuis 1930 sur les prolétaires algériens : les idées naissaient à Paris et, pour ce syndicalisme d'orientation plus française qu'algérienne, la masse ouvrière algérienne était une appréciable masse de manœuvre.

Toutes les centrales ouvrières françaises étaient représentées par des sections en Algérie, comme dans les Bouches-du-Rhône ou dans le Nord. Leurs options politiques convergeraient toutes sur ce point : l'Algérie devait rester dans le cadre français. C'était, en quelque sorte, un colonialisme syndical.

Un "colonialisme syndical"

De plus, pour ces centrales, le syndicalisme en Algérie, comme en France, était un syndicalisme de revendications. Pour nous, Algériens, au contraire, il fallait d'abord acquérir notre personnalité nationale autant que syndicale. D'autre part, il était nécessaire d'agir sur le pouvoir politique pour faire sauter la charnière coloniale, seule manière de satisfaire les revendications économiques des travailleurs algériens.

Il n'y avait pas de reconversion possible : pour la C.F.T.C., le bonheur des travailleurs algériens passait nécessairement par la France ; pour la C.G.T., il s'agissait de faire en France la Révolution pour faire ensuite accéder les Algériens au bonheur et à la prospérité.

Devant des conceptions aussi opposées, une seule voie nous restait ouverte : construire un syndicalisme algérien conforme aux aspirations de notre peuple travailleur. Car, s'il peut exister des relations de fraternité entre les travailleurs français et algé-

riens, il est possible aussi que naisent des rivalités d'ordre économique.

On ne peut les supprimer qu'en discutant.

C'est dans ces conditions qu'est née l'U.G.T.A., en février 1956.

Mais, avant de quitter ce point, je voudrais souligner un côté positif du syndicalisme français : par ses écoles de formation, il nous a donné des cadres et il a assuré en Algérie la naissance d'une tradition de luttes ouvrières.

— Comment l'U.G.T.A. s'est-elle incorporée à la lutte du peuple algérien ?

En février 1956, la guerre durait déjà depuis plus d'un an en Algérie, et le syndicalisme classique et légal ne pouvait avoir aucune chance d'action ; l'U.G.T.A. a donc orienté ses efforts dans le sens du triomphe de la lutte politique et militaire du F.L.N. et de l'A.L.N. Cette action de l'U.G.T.A. devait souligner la part immense prise par la classe ouvrière et les paysans pauvres dans la lutte de libération. Cet engagement des masses était la meilleure expérience qui puisse garantir le succès futur.

Aujourd'hui, l'U.G.T.A. constitue l'un des piliers les plus solides et les plus actifs de toute la Révolution Algérienne. Par ses secteurs d'activité multiples (tant sur le sol de la patrie qu'à l'extérieur), les syndicalistes algériens œuvrent de façon concrète afin de poser les meilleurs jalons vers l'Algérie telle que nous l'envisageons, c'est-à-dire débarrassée de tout système d'exploitation, et nantie d'institutions démocratiques dans tous les domaines et à tous les échelons.

Ainsi donc, à la différence des mouvements syndicaux d'autres pays — européens notamment —, l'U.G.T.A. se trouve avoir une vocation particulière car elle est constituée par des travailleurs qui ont mené la lutte anticolonialiste et anticapitaliste la plus longue qu'ait connue le continent africain.

— La composition sociale de l'U.G.T.A., le fait qu'elle s'adresse non seulement aux ouvriers des villes mais aussi au sous-prolétariat agricole, n'ont-ils pas également déterminé la vocation particulière du syndicalisme algérien ?

— En effet, l'U.G.T.A. a élargi son action au-delà du noyau de prolétariat industriel qui existe dans notre pays, pour organiser et diriger le combat des paysans pauvres et des ouvriers agricoles.

La socialisation de toute l'infrastructure du pays

En l'absence des structures classiques qu'on trouve dans certaines données doctrinales, fondées sur la division des classes sociales, notre syndicalisme joue un rôle considérable dans la mesure où il incarne à la fois l'organisation de masse et l'organisation d'avant-garde, et où il traduit les aspirations les plus profondes des masses travailleuses.

Pour atteindre ses buts, l'U.G.T.A. prépare avec autant de sérieux que d'intensité les programmes d'organisation et les plans d'avenir qui doivent couronner la fin de notre lutte. Il est certain que cette préparation de l'avenir nécessite de notre part une prise de position sur des problèmes comme la réforme agraire, l'indépendance économique, la planification... etc., bref l'adoption d'idées-forces sur la socialisation de toute l'infrastructure du pays.

— Ces options situent le syndicalisme algérien dans tout un contexte international...

— Effectivement, nous avons eu à faire un choix idéologique : il est incontestable que notre combat est anti-impérialiste. Nous luttons contre l'impérialisme mondial, sans toutefois importer des formules préfabriquées pour les implanter directement en Algérie.

La Commune et la Révolution d'Octobre

Nous nous inspirons de toutes les expériences du mouvement ouvrier dans le monde, depuis la Commune de Paris et la Révolution d'Octobre jusqu'à la Révolution Cubaine. Mais notre meilleur réservoir de valeurs reste les années de lutte des travailleurs et du peuple algériens. Nous ne voulons « singer » personne, mais nous ne rejetons a priori aucune idée qui va dans le sens de la démocratie et de la justice sociale.

Nous affirmons la vocation panafricaine du syndicalisme algérien, qui se situe ainsi de plus en plus sur le chemin d'un syndicalisme non-engagé. Notre cause rejoint celle des pays frères dits sous-développés. Certes, nous aurions souhaité de tout cœur l'unité syndicale internationale ; mais, devant l'impossibilité actuelle d'y parvenir, nous considérons que le chemin le plus court pour nous unir aux travailleurs du monde entier est de constituer une force en dehors de la guerre froide.

— L'U.G.T.A. fait donc un travail de formation et de recherche ?

— Oui, travail de formation et de recherche, en effet. Car, sur le plan de la formation, nos idées ne peuvent être concrétisées que lorsqu'elles sont comprises et prises en charge par les masses laborieuses algériennes grâce à la pénétration en leur sein de cadres capables et compétents.

Des écoles permanentes de formation syndicale et politique

La formation politique, économique et idéologique de nos cadres se poursuit depuis la naissance de l'U.G.T.A. La répression n'a jamais pu arrêter cet effort de formation ; dans les maquis et les camps de regroupement français existent de véritables écoles

de cadres de l'U.G.T.A. Ces efforts, se doublent, à un niveau plus élevé, d'un effort particulier pour assurer, à l'étranger, la formation de cadres moyens et supérieurs.

Par exemple, la principale tâche des camarades résidant en France est de former des travailleurs pour les responsabilités futures, soit de façon indépendante, soit en coopération avec des syndicats français.

En Tunisie et au Maroc, d'autre part, l'U.G.T.A. a mis sur pied des écoles permanentes de formation syndicale qui étudient tous les problèmes qui sont ceux de l'avenir de l'Algérie.

Les pays socialistes et africains, ainsi que plusieurs organisations syndicales des pays capitalistes, ont fourni un effort très important pour nous aider dans cette tâche.

Ainsi des syndicalistes sont d'ores et déjà prêts à prendre en charge la gestion des institutions algériennes et de sa néconomie, depuis le secrétaire du syndicat jusqu'au planificateur.

Au sein de l'A.L.N. et dans le F.L.N. existent des écoles de formation de cadres politiques, auxquelles participe activement l'U.G.T.A. par ses conférences, séminaires... etc., — ce qui permet une coordination des idées et la suppression de tout cloisonnement entre les organismes de la Révolution Algérienne. Au dernier séminaire de l'U.G.T.A. se trouvaient ainsi côte-à-côte le djoundi de l'A.L.N., le militant ouvrier et l'étudiant.

De l'indépendance à la révolution...

Ainsi donc, le travail de formation et de recherche va sans cesse de pair avec un effort de concrétisation de nos idées qui permet de maintenir nos projets et nos orientations en contact avec la base.

— Autrement dit, vous préparez la reconversion du combattant d'aujourd'hui.

— Oui. La place de chacun dans le combat est une nécessité de la guerre, le soldat de l'A.L.N. est désigné pour cette tâche, mais il ne doit pas oublier qu'il est le travailleur d'hier et que demain il échangera le fusil contre la clé à molette.

Nous sommes au deuxième stade de la lutte : il faut préparer l'étape qui va de l'indépendance à la révolution. On ne peut payer les sacrifices consentis par notre peuple d'une simple libération politique. L'effort de formation doit aider au cheminement de ces conceptions et tendre au renouvellement total de la société algérienne : sortir les masses rurales de l'enfer où elles ont vécu.

La Révolution Algérienne a bousculé énormément de traditions, radicalement transformé le rôle de la femme... Maintenant, les jeunes Algériens ne sont plus prisonniers de préjugés qui règnent encore ailleurs.

En un mot, il s'agit de supprimer toutes les structures héritées du pacte colonial.



(Archives)

De jeunes syndicalistes, des étudiants, des moniteurs agricoles, des soldats de l'A.L.N... Supprimer tout cloisonnement entre les organismes de la Révolution Algérienne.

Sur le vif...

Un de nos amis que son métier de professeur d'allemand a souvent amené à faire des séjours prolongés dans l'une et l'autre Allemagne a fait, au cours des dernières vacances, un voyage dans la République de l'Est (R.D.A.). Il nous a confié les impressions qu'il a rédigées à son retour.

Nous sommes heureux de les publier. A une heure où les contestations sur le régime de Berlin, l'aggravation de la coupure entre les deux Allemagnes, l'augmentation considérable, dans les semaines qui ont précédé le 13 août, des départs de l'Allemagne de l'Est, ont replacé ces problèmes au premier plan de l'actualité, il nous a paru opportun de présenter à nos lecteurs ce témoignage. Son auteur n'est pas seulement un homme qui connaît la langue du pays et s'est depuis longtemps familiarisé avec ses habitants : il est aussi un observateur soucieux de regarder les réalités sans parti-pris ni préjugé d'aucune sorte.

Le régime de l'Allemagne de l'Est est sans doute bien imparfait si on le mesure aux rêves des socialistes de chez nous, mais son mérite est d'exister, et ce mérite est essentiel à nos yeux ; malheureusement la rançon de cette existence est qu'en devenant réel, il a cessé d'être idéal et par conséquent parfait ; ceux qui en avaient rêvé le plus amoureuxment sont peut-être ceux qu'il a le plus amèrement déçus et s'il a, en fait, moins d'ennemis que ne lui en attribue, dans l'autre Allemagne, une tenace croyance populaire encouragée par la doctrine officielle, il est vrai qu'il a, au cours des dix années de son existence, réussi à susciter une multitude de mécontents.

On ne peut certes pas attendre d'un régime dont le programme est anticapitaliste qu'il satisfasse les « exploités » et nul ne va lui reprocher de n'avoir pas l'appui des nazis impénitents. Mais il est grave qu'une politique mal expliquée, mal préparée psychologiquement, appliquée avec toute la rigidité bornée dont est capable la bureaucratie allemande ait heurté une foule de paysans, d'artisans et de commerçants, et que les mesures limitant l'accès aux études supérieures des fils de bourgeois aient traumatisé nombre de jeunes qui, souvent, eussent aimé mettre au service de leur pays des talents qu'ils savent n'être pas inférieurs à ceux de certains des fils d'ouvriers qu'on leur a préférés.

Il est plus grave encore que le régime ait rejeté dans le camp des mécontents un grand nombre des bénéficiaires de sa politique sociale : ouvriers, employés, étudiants, ingénieurs, apprentis. Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que pour une grande part, ces mécontents-là appartiennent à la jeunesse, c'est-à-dire à la partie de la population qui est destinée à relayer progressivement les générations moins adaptables. A côté de ceux qui sont fiers de participer à l'édification d'une société qu'ils veulent sans injustice, beaucoup de jeunes ne se sentent pas solidaires de l'Etat où ils vivent. Ils ne songent pas à le combattre mais ils le désertent. Soit moralement, en attendant passivement que cela change, en lui refusant le concours de leurs énergies spirituelles, soit physiquement en commettant ce que le nouveau Code Pénal appelle « Republikflucht » (fuite de la République). Car c'est parmi eux que se recrute le gros des réfugiés : rares sont en 1961 ceux qui, parmi les fugitifs, se disent victimes de persécutions ; rares aussi ceux qui sont partis par opposition fondamentale au régime : beaucoup sont incapables

d'articuler contre lui un seul grief sérieux et certains se disent plus ou moins ouvertement communistes. Et pourtant ils ne se sentaient pas chez eux, ils n'ont pas cru pouvoir rester. Pourquoi ?

Les études rémunérées

Pas de chômage

La population ne méconnaît pas le souci du gouvernement d'élever son niveau de vie et il lui serait difficile de nier les progrès accomplis. L'étonnant essor économique du pays parti de zéro est attesté par tous les observateurs objectifs. La construction a fait d'immenses progrès en rapidité et en qualité depuis le temps où ne se bâtissaient que les inélegants édifices de la Stalinallee. Les logements sont agréables, les loyers invraisemblablement modiques, et aux acquéreurs d'un appartement, il n'est demandé — parfois partiellement sous forme d'heures de travail — qu'une participation au coût de la construction. Malgré la défection d'un nombre toujours plus grand de médecins, les services hospitaliers fonctionnent admirablement et l'exode de nombreux maîtres n'empêche pas l'école en R.D.A. d'être un efficace instrument de culture populaire. (Enseignement général et technique obligatoire pour tous jusqu'à 18 ans, c'est-à-dire que les futurs intellectuels sont réellement initiés au travail manuel et que les apprentis, voire une fois sortis de l'âge scolaire, les ouvriers et employés ont la possibilité effective de préparer des examens, notamment le baccalauréat, et d'entreprendre des cours supérieurs. Les études supérieures sont rémunérées, ce qui attire chaque année des bacheliers de l'Ouest qui chez eux ne pourraient entreprendre d'études. Les mouvements de jeunesse, bien moins militarisés et politisés qu'on ne pourrait le redouter offrent aux jeunes des vacances gratuites. Il n'y a pas de chômage. Le stakhanovisme a mis de l'eau dans son vin et les salaires sont élevés — avantage que rend à vrai-dire un peu illusoire l'offre insuffisante d'objets de consommation tels que frigidaires, récepteurs de télévision, voitures. (C'est la masse considérable d'argent inemployé résultant de leur épargne forcée que les Berlinois de l'Est vont dépenser à l'Ouest).

Mais, s'agissant de l'alimentation, je n'ai rencontré personne qui m'ait dit manquer du nécessaire. J'ai vu au contraire des ménagères qu'indignaient les lettres apitoyées d'amis ouest-allemands annonçant des colis de nouilles et de margarine. Cependant, la



(Keystone)
Sur une palissade de Berlin-Est, des panneaux lacérés : Ulbricht, Khrouchtchev et Grotewohl.

R.D.A. souffre d'une sous-production agricole dénoncée ce printemps avec netteté par le maire de Berlin, M. Ebert. Et cette année, il a été difficile d'importer les contingents nécessaires de certaines denrées. Pourtant, le rationnement dont la presse occidentale a tant parlé semble n'avoir été appliqué que localement et avoir revêtu surtout la forme d'une formalité d'inscription pour l'achat de pommes de terre au moment de la soudure. La viande de bœuf est rare, mais la charcuterie et la volaille abondantes. La consommation de beurre demeure, même là où le rationnement est effectif, largement supérieure à celle de l'Allemagne de l'Ouest. Bien sûr, on aimerait avoir plus souvent des fruits exotiques et pouvoir acheter pour le même prix qu'à l'Ouest des tissus d'égale qualité. Mais seuls les plus aveuglés ne comprennent pas que cette pénurie ne peut être reprochée au régime (sauf dans la mesure où il est responsable de l'exode qui l'aggrave) et qu'il n'y peut remédier qu'en augmentant, grâce aux efforts et aux sacrifices momentanés demandés à la population, la production génératrice d'exportation. Cela serait compris et admis plus généralement si la presse qui l'explique savait capter la confiance du public et si elle savait l'expliquer sur un ton convaincant. Nous y reviendrons...

Une atmosphère de lutte pour la vie

Les besoins de l'Industrie étant prioritaires, la main-d'œuvre est rare dans les autres branches de l'activité et le manque de personnel est particulièrement sensible dans les magasins et les lieux publics. Le résultat est qu'une attente plus ou moins longue est souvent la rançon d'un achat ou d'un repas pris hors de chez soi. Dans les magasins d'alimentation, surtout on piétine beaucoup et il se produit, notamment lors des arrivages de pommes de terre au moment de la soudure, que les queues se prolongent à l'extérieur. Les magasins sont d'ailleurs trop peu nombreux et au surplus souvent fort laids. Les restaurants sont rares aussi, souvent une partie des places est retenue à l'avance par des collectivités ; à l'heure du déjeuner, voire avant pour plus de sûreté (il n'est jamais trop tôt, à partir de 11 heures les gens essaient de devancer le flot), il faut se poster aux environs d'une table où le repas touche à sa fin pour se précipiter, les clients à peine levés, sur leurs places toutes chaudes ; on doit ensuite guetter le moment où, un client ayant fini de choisir, on pourra se jeter sur sa carte. On attendra d'abord pour commander, ensuite pour être servi. Il y aura un décalage entre l'apparition du demi et celle du goulasch, l'un sera terminé quand l'autre arrivera. On attendra de nouveau pour payer. Par surcroît, à Berlin, il faut à ce moment montrer sa carte d'identité, mesure nécessaire il est vrai pour dépister les Occidentaux qui n'ont que trop tendance à profiter du cours clandestin, mesure pourtant qui ne contribue pas à rendre l'atmosphère accueillante. Il n'est

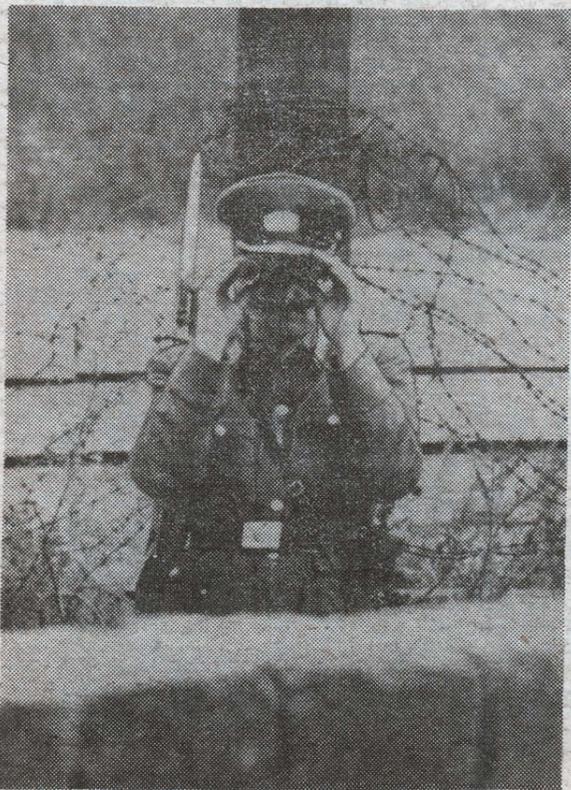


(Keystone)
A l'Ouest... l'Eldorado ?

pas question de s'attarder : les places doivent resservir, déjà les candidats assiègent la table... L'Allemand de l'Est qui espère trouver au restaurant ou au café une détente se sent immédiatement replongé dans cette atmosphère de lutte pour la vie à laquelle il voulait s'arracher un peu et qui, si elle n'est pas particulière à son pays, n'atteint nulle part à l'Ouest cette densité dans les lieux justement où l'on va pour y échapper.

L'équipement hôtelier lui aussi est insuffisant. Sauf à Leipzig. Cité des Foires, il faut parlementer pour trouver un logis dans une arrière-salle désaffectée ou, s'il est très tard, devoir à la commisération de l'hôte une chambre dont il sait vous faire entendre qu'elle est en réalité réservée par les Syndicats ou le Reisebüro (1). Près de Berlin, j'ai vainement employé plus d'une demi-journée à tenter de m'assurer une chambre, avant de chercher finalement refuge à Berlin-Ouest. On ne peut guère décrocher qu'en confiant au Reisebüro le soin de vous choisir un gîte.

Ce Reisebüro, organisme étatique, fonctionne très bureaucratiquement et devant les guichets de ses succursales on piétine beaucoup. Les ronds-de-cuir qui y super-organisent les loisirs de la République ne sauraient naturellement concevoir qu'un citoyen puisse éprouver subitement le besoin d'improviser une sortie. N'évoquons qu'en passant les désagréments qui attendent ce citoyen si, à la faveur d'un contrôle routier, la Police s'aperçoit que la femme qui l'accompagne est celle d'un autre. Quant au Reisebüro, disons qu'un voyage préparé par ses soins n'est pas pour autant un voyage réussi, je n'ai pu me soustraire à la visite de Leipzig sous ses auspices : j'ai pu contempler une heure durant le hideux mémorial de la Bataille des Nations mais il ne restait que quelques minutes pour traverser à 40 à l'heure, sans arrêt, la vieille ville et apercevoir de très loin, au détour d'une rue, l'hôtel de ville et la Thomaskirche, qu'illustra J.-S. Bach. Les chauffeurs accumulent les retards, faisant par exemple le plein en cours de route ; j'ai noté la réaction de certains Allemands devant de telles manifestations de désinvolture : Notre argent n'a-t-il donc pas de valeur ? J'ai vu un dimanche matin, à Naumbourg, deux heures avant le premier et unique office, tout un groupe de touristes venus en autocar et dûment annoncés — du moins le croyaient-ils — par le Reisebüro, après avoir été renvoyés de bedeau en superbebedeau, renoncer finalement à visiter la cathédrale, étant attendus à Jena où j'espère qu'ils ont eu plus de chance. Aussi placides que soient les Saxons, j'ai vu des gens furieux. Je me suis pleinement associé à leur indignation : j'attendais moi-même depuis la veille à 16 heures et je dus partir à midi sans avoir rien pu voir des célèbres chœurs de la cathédrale ; même une tentative de m'y introduire à la faveur de l'Office fut infructueuse ; une chaisière me fourra dès



(A.D.P.)
Vigilance aux frontières. Simple curiosité ou « Republikflucht » ?

trée un livre de cantiques dans les mains, m'assise à une place et m'évacua, dès l'Office terminé. La cathédrale de Naumbourg est le plus célèbre édifice religieux de la R.D.A.

Les caprices

de la bureaucratie

Ces désagréments s'ajoutent ceux qui résultent des lenteurs et des caprices de la bureaucratie. Il arrive que, voulant aller à Berlin venant du Sud-est, on obtienne un visa vous obligeant à utiliser l'accès opposé de la capitale ou inversement. Habitués à ces extravagances et disposés a priori à admettre que, sauf exceptions, tout est défendu, les fonctionnaires se permettent parfois d'ajouter des juridictions imaginaires à celles qui existent : un officier m'a, pour aller de Hof à Dresde, aimablement obligé à un assez long détour, alors que l'autoroute directe n'est interdite en réalité qu'aux voyageurs en transit. La police ayant apparemment un personnel fort nombreux (au contraire de l'hôtelier), on comprend mal pourquoi le passage à la frontière requiert de longues attentes devant différents guichets dans une baraque miteuse, succédant généralement à un assez long piétinement au sein d'une file de voitures pendant les derniers kilomètres. Votre visa ne sera prêt, vous en avez été prévenu, que si vous en avez fait la demande six semaines plus tôt. Les employés sont peu expéditifs : si la plupart sont courtois, certains manquent de psychologie, vous répétant par exemple deux ou trois fois qu'ils ne croient pas ce que vous dites — quitte ailleurs à s'en excuser ensuite. De plus les étrangers sont rançonnés et ne récupèrent leur passeport qu'après avoir acquitté un péage. On s'échappe d'ailleurs parfois, car il semble qu'une large marge soit laissée à l'appréciation des fonctionnaires, qui laisse malheureusement une impression d'arbitraire.

Les pouvoirs publics devraient comprendre que si, dans les mesquineries, ces tracasseries, ces pertes de temps indisposent le visiteur de quelques semaines, les augmentent chez les Allemands le malaise qui les pousse tant à s'évader.

Pas de poison

dans nos kiosques...

Toutes les causes objectives du mécontentement ne devant être éliminées d'un jour à l'autre, le régime devrait s'attacher à expliquer aux Allemands cette possibilité, à les informer objectivement des progrès accomplis ; à les convaincre de la possibilité d'accomplir de nouveaux progrès ; il devrait leur expliquer que certains sacrifices sont encore indispensables mais que ce n'est pas en désertant qu'un citoyen de la R.D.A. fait approcher le jour où il n'y aura plus besoin de sacrifices, et que si depuis la saturation des centaines de milliers d'ouvriers spécialisés, de techniciens, de maîtres n'avaient fui la R.D.A., le niveau de vie aujourd'hui y serait tel qu'on aurait plus la tentation de passer à l'Ouest pour y trouver la prospérité matérielle.

Sur la presse se prive de tout crédit, de toute efficacité en adoptant un ton qui interdit de croire à son objectivité : dithyrambe lorsqu'il s'agit de célébrer une victoire astronautique de l'U.R.S.S. ou la productivité exemplaire d'une coopérative agricole, arguant s'il s'agit au contraire de dénoncer les menées revancharde de Bonn. De plus, réservant ses critiques aux instances inférieures qui exécutent, elle approuve unanimement et sans l'ombre d'une réticence tout ce qui émane du gouvernement. On attend apparemment en haut lieu d'une opinion aussi « mise en condition » qu'elle soit uniformément pro-gouvernementale.

En fait, beaucoup ne prennent plus au sérieux les journaux qui, de quelque tendance qu'ils se recommandent, semblent rédigés par le Comité Central du Parti Socialiste Unifié. Si, à l'Ouest, nombre de gens se désintéressent totalement des réalités politiques, renonçant purement et simplement à s'informer, ici, dans une grande proportion, les gens qui lisent pas de journaux écoutent RIAS-Berlin, lequel est invariablement hostile au régime et diffuse quotidiennement de véritables appels à la résistance. Les Français qui écoutent les postes périphériques témoignent seulement du désir d'être informé : des gens pro-gouvernementaux écoutent Radio-Europe ; allemand de l'Est, en écoutant RIAS, par souci de savoir davantage et d'entendre un son de cloche différent, accepte d'être informé et influencé par les ennemis de son Etat. On devrait l'immuniser contre cette tentation, non pas en brouillant RIAS (2), mais lui offrant la possibilité d'écouter des émissions objectives et de lire une presse véritablement différenciée. Un intellectuel ressent nécessairement comme une limitation de sa liberté d'information l'impossibilité où il se trouve de se procurer des journaux occidentaux ; un non-intellectuel est fatigué, dès qu'il a renoncé à lire une presse dont le ton l'irrite, disposé à accueillir les plus invraisemblables des bobards que mettent en circulation les journaux aigris d'entre les mécontents, lesquels ne sont pas forcément stipendiés par Bonn. S'il était possible de lire des journaux d'opposition ou des journaux de l'autre Allemagne, bien des gens seraient moins tentés à considérer a priori comme faux tout ce qu'écrit le « Neues Deutschland ». Dans ces journaux ils trouveraient bien souvent la confirmation de ce dont leur presse est incapable de les convaincre.

Si, après m'avoir confisqué des numéros du « Monde », vieux pour quelques-uns de plusieurs jours, qui traînaient dans ma voiture, le jeune policier qui m'a contrôlé en été 1960 à la frontière a pris beaucoup de peine de lire, d'y lire en particulier les reportages que ce journal venait de publier sur la R.D.A., j'ai pu constater quel intérêt bienveillant suscitait, hors du camp oriental, les expériences et les progrès de sa jeune République. Mais peut-être ne



« Des logements décents... des magasins fort laids »

(Keystone)

veut-on pas que les Allemands sachent cela ? Peut-être est-il conforme aux nécessités de la politique que l'opinion occidentale leur apparaisse sous les espèces d'une meute hystérique, aboyant à l'unisson de RIAS ? Ou veut-on, au contraire, qu'ils la croient tout entière au diapason du Neues Deutschland ?

Un officiel auquel je disais mon regret que les journaux étrangers ne soient pas accessibles m'a répondu sans perdre son sérieux : « Mais vous trouvez La Pravda, l'Humanité, France Nouvelle et comme je déplorais l'absence du Monde, de l'Express : « Nous ne tolérons pas de poison dans nos kiosques ».

Saturés de propagande

Les autres formes de la propagande officielle ne sont pas plus habiles et augmentent le désarroi. Au lieu d'essayer de convaincre, on veut suggestionner : des banderoles proclament aux façades des édifices publics la nécessité de lutter pour la paix, affirment la nocivité du militarisme ouest-allemand, la légitimité exclusive de la R.D.A., la gloire du camarade Gagarine. Des émissions de Radio sont diffusées en certains endroits sur la voie publique, dans les entreprises. Cet envahissement de l'atmosphère et du décor de la vie quotidienne par la bonne parole, loin de rallier l'opinion, provoque l'écoeurement.

Les réunions d'information et de discussion sont nombreuses : trop nombreuses au goût de certains des militants chargés d'y parler et qui sont continuellement sur la brèche, trop nombreuses aussi au goût de ceux qui — soit qu'ils y assistent avec le sentiment d'y être contraints ou qu'ils y manquent avec la conscience d'agir mal ou de se faire mal noter — n'en attendent aucun éclaircissement, aucun réconfort ; on les comprend. Plusieurs fois j'ai participé à des « Libres discussions » avec des responsables des différents partis. Ne parlons pas de l'attitude d'une partie des assistants qui, n'étant pas venus pour s'informer mais pour montrer qu'ils étaient convaincus d'avance, se comportent en comparses et empêchent de poser les vraies questions en en posant qui n'en sont pas.

Les sympathisants étrangers à cet égard sont parfois terribles et j'ai entendu un Français demander innocemment comment en R.D.A. les partis avaient pu s'unir pour donner ce bel exemple d'action commune. Ce n'est pas solliciter une réponse, c'est mettre en marche une mécanique qui se déroule ensuite en ronronnant : « Nous avons enfin compris combien nos divisions nous affaiblissaient et nous en avons tiré les conséquences ; à vous d'en faire autant ». Ce thème fut la matière de variations qui durèrent vingt minutes mais les choses importantes ne furent pas dites, à savoir que seuls sont autorisés les partis qui soutiennent le régime et qu'au demeurant les partis ne sont responsables que devant leurs militants, non pas comme les nôtres devant leurs électeurs. Le même Français était outré de m'entendre évoquer le problème des fugitifs comme s'il se fût agi d'un tabou. Le plus pénible est de voir à quel point les militants qui sont là pour répondre sont incapables d'essayer même de comprendre les doutes, les perplexités de leurs interlocuteurs, obstinés à remâcher inlassablement les mêmes slogans.

Le questionneur, s'il s'obstine, fait figure d'obstruc-tueur, et comme on ne vient pas à sa rencontre, lui aussi reste sur ses positions, les durcit ; ses doutes augmentent, ses objections se fortifient ; il se sent en opposition. Ayant une foule de questions à poser, j'avais préalablement déclaré à mes interlocuteurs que mon intention n'était pas de les embarrasser. On m'a fièrement répondu que mes questions ne sauraient avoir cet effet. Voilà le drame : rien n'émeut leur bonne conscience et aucune communication n'est possible entre ces hommes et ceux qui cherchent le chemin. On comprend que ceux qui, en R.D.A. ont des explications à demander, des critiques à formu-

ler, qui ne comprennent pas où on va et voudraient le comprendre, aient renoncé depuis longtemps à s'adresser aux responsables des partis, et on comprend qu'en toute bonne foi ceux-ci aient pu en déduire que tout était clair pour tous et qu'il n'y avait de mécontents que ceux que suscite artificiellement la propagande de Bonn.

Par surcroît le style des discussions dénote un inquietant penchant pour la mystification, — à un examen sincère des faits on substitue des slogans commodes qui dispensent de réfléchir. Pour l'orthodoxie il y a, aux maux dont souffre le pays, des explications simples : les influences de l'Ouest et des agents.

Ainsi, la délinquance juvénile est expliquée par la musique « forcenée » (heisse Musik) et la littérature pornographique importée de l'Ouest, — l'exode des fugitifs, par l'activité des chasseurs de tête (Kopfjäger : c'est ainsi que sont désignés les agents qui pratiquent en R.D.A. l'embauche au profit de l'industrie ouest-allemande) — et le mécontentement par les émissions de RIAS. Certes nous n'ignorons pas l'importance de ces facteurs mais il est trop commode de tout expliquer par la méchanceté du monde hostile. On transforme ainsi les problèmes réels en problèmes mythologiques : pour ne pas dire théologiques : là le Mal, ici le Bien. L'existence du Diable divinise le régime et le dispense de chercher en lui-même la cause de ses maux. Malheureusement on s'interdit de cette manière à la fois de comprendre la situation et de la maîtriser, et de la faire comprendre à l'opinion.

Liste unique

et partis gouvernementaux

Cette incompréhension mutuelle entre la Nation et les Partis qui sont censés la représenter résulte d'ailleurs du rôle que la Constitution elle-même assigne à ces partis : dans le cadre d'un système politique où tous les partis soutiennent la politique du gouvernement, où il n'y a par conséquent d'opposition possible qu'au sein de partis gouvernementaux, un citoyen qui veut conserver un reste d'influence sur les affaires du pays ou de la commune doit entrer dans un parti ; il grossira ainsi le nombre de ses adhérents et la représentation de ce parti dans la « Liste Unique » ; il modifiera ainsi non pas la ligne générale de la politique mais sa coloration ; il ne décidera pas quelle politique doit être faite mais par qui elle doit l'être et quels arguments seront employés pour la lui faire accepter. Ce n'est que dans le cadre du parti que le citoyen peut désigner les personnalités qui lui paraissent le plus dignes de le représenter et de gérer les affaires publiques. Son vote, lors des élections générales, ne sert à rien puisqu'il ne peut voter pour ses amis politiques qu'en élisant en même temps ses adversaires.

Appliqué à ce régime, le mot « démocratie » signifie : gouvernement au profit des travailleurs et contre les ennemis du peuple, fussent-ils majoritaires, fussent-ils eux-mêmes des travailleurs. C'est une conception cohérente et c'est certainement le seul moyen d'assurer en R.D.A. les conquêtes sociales qui dans un régime de démocratie classique seraient immédiatement remises en cause. Mais ce système présente des dangers : le mécontenté doit trouver un exutoire. Il n'est pas forcément l'ennemi de classe obsédé par la nostalgie du système d'autrefois. Il peut aspirer à un meilleur fonctionnement des institutions socialistes, s'inquiéter de voir baisser la popularité du régime ; il peut, si l'installation des « conquêtes sociales » l'oblige à changer de vie, tout en ayant le désir de s'adapter, souhaiter qu'on lui en laisse le temps. Il faut qu'il puisse faire entendre sa voix et

(Suite page 8)

...en Allemagne de l'Est

60^{ème} Congrès du Labour Party (G. B.) :

Si la droite triomphe... la gauche n'est pas battue

LE LABOUR PARTY vient de tenir sa 60^{ème} Conférence annuelle à Blackpool. Il y a pris une décision spectaculaire en repoussant par une énorme majorité (4.300.000 voix contre 1.800.000) le désarmement nucléaire unilatéral qu'il avait réclamé, l'an passé, à Scarborough. La majorité s'était alors rangée derrière Frank Cousins, secrétaire de la Fédération des Transports, — la plus puissante des organisations syndicales, — qui s'opposait au leader travailliste Hugh Gaitskell. Le renversement de la politique de défense est donc présenté partout comme un triomphe personnel pour Hugh Gaitskell, comme une défaite écrasante pour Frank Cousins,

considéré comme le leader de la gauche.

Il est vrai que, sur le plan personnel, Hugh Gaitskell eut la joie de se voir acclamer, pour la première fois, comme le chef incontesté du Labour Party. Inversement, il semble que Frank Cousins ne se soit pas montré à la hauteur des circonstances. Il aurait usé d'attaques personnelles... ce qui n'est pas apprécié, mais pas du tout, dans le Labour Party. D'où des séances houleuses dont on n'a guère l'habitude dans les congrès travaillistes.

Un vote massif

en faveur de l'O. T. A. N.

Mais sur le plan politique, les choses méritent d'être examinées de plus près. Hugh Gaitskell avait dit à Scarborough qu'il ne s'inclinerait pas, qu'il « lutterait, lutterait, lutterait » contre les neutralistes. Il a fait comme il avait dit. Mais comment a-t-il pu obtenir une victoire aussi spectaculaire ? L'Observer de dimanche dernier publiait un tableau très suggestif qui montrait comment fut « grignotée » la majorité de Scarborough. C'est la structure du Labour Party qui permet de tels renversements. Dans les Congrès travaillistes, les fédérations syndicales soutiennent une position en usant du « block vote », c'est-à-dire qu'elles donnent la totalité de leurs voix sans tenir compte de la minorité, fut-elle très importante. Il suffit donc de « travailler » quelques grosses fédérations pour renverser une majorité. Successivement, la Fédération des Employés, celle des Mécaniciens, et puis les Cheminots et les Mineurs se rallièrent au point de vue officiel. Dès le mois de juillet, la partie était jouée. Au surplus, les menaces de Khrouchtchev, et les explosions nucléaires soviétiques, avaient de quoi faire réfléchir les partisans d'un désarmement unilatéral... Mais le mouvement contre les armes nucléaires est si fort en Angleterre que, même sur ce point, la victoire de l'orthodoxie est plus apparente que réelle. On a pu constater d'abord que les délégués des sections politiques ont voté en plus grand nombre qu'à Scarborough pour le désarmement nucléaire unilatéral.

Plus probant encore est le fait qu'aussitôt après avoir émis le vote massif en faveur de la politique de sécurité collective de l'O.T.A.N., la conférence n'a pas craint de se déclarer contre l'entraînement des troupes allemandes sur le sol britannique et contre la présence des sous-marins Polaris dans les bases écossaises.

Berlin : Fermeté et reconnaissance de la R. D. A.

Sur la question de Berlin, la Conférence s'est prononcée pour une politique de fermeté. Elle a cependant recommandé la reconnaissance de facto de la République Démocratique Allemande et l'acceptation définitive des frontières actuelles de l'Allemagne contre des garanties, contrôlées par l'O.N.U., en ce qui concerne Berlin-Ouest.

La discussion sur l'Europe et le Marché Commun fut si sérieuse qu'on dut prolonger d'une heure le temps prévu par l'horaire. Sérieuse mais sans passion, car les tendances s'entrecroisent à propos de l'entrée éventuelle dans le Marché Commun. La motion officielle, défendue par George Brown, fut adoptée à mains levées. C'est une sorte de nègre-blanc qui dit : « Non, à moins que... », mais qui pourrait aussi bien dire : « Oui, à condition que... ». En fait, elle laisse les mains libres aux leaders qui préfèrent attendre et voir avant de s'engager, quelles garanties le gouvernement conservateur rapportera. La Conférence réclame des garanties suffisantes pour l'agriculture et l'industrie britanniques, pour les pays du Commonwealth et pour les partenaires de l'Angleterre au sein de l'A.E. de Libre Echange. Mais surtout, elle subordonne l'accord des travaillistes à l'assurance qu'il restera possible au Royaume-Uni de « planifier et de socialiser son économie dans un sens favorable au progrès social ». Autrement dit, elle ne veut pas que l'adhésion éventuelle au Marché Commun handicape la Grande-Bretagne dans la poursuite de sa politique sociale sur la base du planisme et des nationalisations.

“ Signposts for the Sixties ”

A propos des nationalisations, il faut remarquer que Gaitskell avait mis une sourdine, cette année, aux projets de réforme du programme socialiste et des statuts qui avaient soulevé naguère tant de critiques. N'empêche que c'est à propos de la politique intérieure qu'éclatèrent les plus vifs incidents entre la droite et la gauche, entre Gaitskell et Frank Cousins. Ce dernier reprochait à la politique officielle du Parti d'être trop modérée. Gaitskell lui répondit par un discours qui souleva l'enthousiasme de la Conférence. Il attaqua violemment la politique du gouvernement MacMillan qu'il rendit responsable des difficultés actuelles de l'économie britannique.

Les remèdes proposés par les tra-

vailistes sont exposés en détail dans une brochure publiée en juin intitulée : « Signposts for the Sixties ». Ce programme prévoit des formes variées de nationalisations et il admet la survivance d'entreprises privées.

Les délégués s'élevèrent avec force contre la politique des salaires du gouvernement conservateur. Ils votèrent à l'unanimité une résolution qui condamne « la pause ». La pause des salaires que le Chancelier de l'Echiquier, M. Seldwyn Lloyd, voudrait imposer. Cette prétention revêt un caractère d'autant plus grave qu'elle porte atteinte au système traditionnel de négociations directes entre les syndicats et les employeurs. Les travailleurs sont très attachés à ce système qui a fait ses preuves d'efficacité et qui ne permet pas l'interférence du gouvernement (à moins que les négociations soient dans une impasse et qu'il s'agisse de l'intérêt public).

Le vent en poupe

Frank Cousins saisit l'occasion pour parler des grèves qui ne manqueraient pas d'éclater si le gouvernement ne renonçait pas à la pause.

La Grande-Bretagne risque donc d'entrer dans une période tourmentée où les luttes de classes iront s'exacerbant. Juste au moment où le Labour Party se croit au seuil du pouvoir. En effet, plusieurs consultations de l'opinion publique donnent à penser que les travaillistes ont le vent en poupe et que les conservateurs pourraient bien perdre les prochaines élections. Cette perspective a nettement marqué la Conférence. Hugh Gaitskell a voulu montrer qu'il avait la stature d'un chef d'Etat. Et sa déclaration : « L'an passé, il s'agissait de sauver le Parti. Cette année, il s'agit de sauver la nation » est symbolique.

C'est pour cela que Ian Mikardo fut écarté de la vice-présidence du Parti en dépit des usages fermement établis. En effet, l'élection du président et du vice-président n'est qu'une formalité. C'est par un certain ordre d'ancienneté dans l'Exécutif qu'on accède à ces fonctions. C'était le tour de Mikardo ; mais on n'a pas voulu qu'un homme aussi marqué à gauche puisse devenir président en période électorale. Ce n'est pas la seule brimade que la gauche eut à souffrir. Cela ne l'a pas empêché de remporter la plupart des sièges de l'Exécutif pour lesquels les sections politiques sont seules à voter.

Cette victoire de la gauche montre qu'elle n'est pas écrasée comme on voudrait le faire croire et qu'on ne pourra pas se dispenser de compter avec elle. D'autant que les jeunes la soutiennent... dans la mesure où des jeunes adhèrent au parti travailliste. Ce qui n'est pas beaucoup dire, hélas !

Marthe Louis Lévy

CUBA :

Protestation du Ministère des Affaires Étrangères contre l'ingérence des services américains

L'IMPERIALISME nord-américain, — par le truchement de la Central Intelligence Agency (C.I.A.), des Ambassades nord-américaines et des éléments contre-révolutionnaires cubains à l'étranger — développe actuellement un vaste plan dont l'objectif est de porter atteinte aux relations diplomatiques de notre pays avec divers Etats.

Dans ce but, on rédige de faux documents, soi-disant signés par des fonctionnaires du Ministère des Affaires Étrangères cubain ou par des leaders révolutionnaires, concernant des plans subversifs dirigés contre des gouvernements qui maintiennent des relations avec Cuba, de façon à pouvoir justifier de viles imputations sur de supposées violations par le Gouvernement Révolutionnaire Cubain, du principe de non-intervention. Ceci s'inscrit dans l'évidente volonté de l'Impérialisme de provoquer la détérioration de nos relations avec ces pays, voire leur rupture.

Ce Ministère prépare à l'égard des Gouvernements de tous les pays visés par cette grossière ingérence des Services Spéciaux de l'Impérialisme nord-américain, un dossier complet démontrant l'infamie de ces menées et faisant référence aux cas concrets des Philippines, de l'Argentine, du Pérou, du Salvador et d'autres pays.

« ANNEE DE L'EDUCATION »
LA HAVANE, 3 octobre 1961.

Sur le vif, en Allemagne de l'Est

(Suite de la page centrale)

qu'elle soit entendue avec sérénité. C'est quand il se voit réduit à confier ses doléances à quelques-uns de ses intimes, et, après les avoir attirés dans un coin et en jetant des regards furtifs autour de lui, aux étrangers de passage, que le mécontent devient aigri. S'il est jeune, il manifeste alors son opposition en se procurant à l'Ouest un blue-jean et des disques de be-bop ; plus âgé, il devient bigot ou piétiste ; parfois il rêve d'un nouveau 17 juin ; peut-être même songe-t-il à s'organiser : je ne sais si réellement Harich conspirait, mais il semble avoir été le centre d'un cercle de mécontents.

Tout cela est dangereux et malsain. Le mécontentement doit être orienté vers des manifestations non-clandestines. Il faut que le régime sache inspirer une confiance suffisante même aux mécontents pour qu'ils osent user du droit théorique d'expression qu'ils possèdent ; et il faut pour cela que ce droit ne soit pas constamment mis en question par une législation qui réprime la « propagande d'informations tendancieuses ».

Une des manifestations les plus fréquentes — jusqu'à ces dernières semaines — et les plus dangereuses du malaise que créent et qu'entretiennent cette maladresse, cette paresse intellectuelle des responsables, c'est la fuite. Certes il est faux qu'elle signifie, selon une formule favorite des journalistes ouest-allemands, un « vote avec les pieds », qu'elle implique une hostilité fondamentale au régime.

La plupart de ceux qui fuient ne sont pas des ennemis ; le jeune Etat perd en eux des amis auxquels il a seulement manqué la patience de supporter ces erreurs ou la persévérance et le courage civique qu'il faut pour ne pas se lasser de les dénoncer et de les combattre. On fuit moins parce qu'on ne peut supporter le régime politique que parce que certaines rues sont mal pavées, les mobylettes encore

trop chères, la Stalinallee ennuyeuse, les réunions politiques trop drues, la musique américaine prohibée ou tout au moins mal vue, la gare de Dresde moins somptueuse que celle de Munich, les files d'attente parfois interminables, la bureaucratie tracassière.

Mais cela ne suffit pas pour faire fuir : en 1946 tout cela était pire et à la place de la Stalinallee il n'y avait que des décombres et cependant on restait ; on ne fuit donc pas parce que le mal est intolérable mais parce que le remède est tentant : l'Ouest est devenu une sorte de mythe, d'Eldorado... Peut-être y sera-t-on malheureux, mais au milieu de l'opulence. Le remède au surplus est à la mode ; on est moutonnier ; on fuit à force de voir les autres s'en aller, de même qu'en 1940 les gens chez nous à force de voir défiler les convois d'évacués, laissaient là tout eux aussi et partaient. On s'est habitué peu à peu à l'idée de tout laisser là et beaucoup au surplus n'y laissent pas grand chose : leur seul capital est leur compétence professionnelle qu'ils croient pouvoir investir à l'Ouest avec plus de profit. Ajoutons qu'à voir partir tant de gens on est pris non sans raison de panique : on reste seul pour faire la tâche de deux, le médecin ou l'instituteur partis seront difficilement remplacés et comment espérer qu'on puisse dépasser avant 1965 le niveau de vie ouest-allemand au rythme où le pays voit fuir ceux dont le travail est nécessaire à son relèvement ?

Du malaise à l'hostilité

On fuyait aussi jusqu'à ces dernières semaines parce qu'il était facile de fuir. Combien de Français n'émigraient-ils pas s'ils avaient la certitude d'être

accueillis dans une autre France comme le sont dans l'autre Allemagne les fugitifs ? Car les Allemands sont souvent poussés à la fuite par des facteurs qui ne sont pas particuliers à leur situation et qui ailleurs ne font émigrer personne : les jeunes s'enfuient partout, ont partout des déceptions sentimentales, se sentent partout incompris ; mais le jeune homme qui à Dresde ou à Leipzig traverse une crise de romantisme est, bien plus qu'il ne le serait à Paris ou à Munich, tenté d'expliquer le malaise qu'il éprouve, l'incompréhension dont il souffre par la situation particulière de son pays, de s'imaginer qu'il lui suffira de changer d'air politique pour que tout aille bien.

Il est malheureusement à craindre que les décisions qui viennent d'être prises ne provoquent un véritable divorce entre le Pouvoir et la Nation, ne transforment le malaise en hostilité. Elles ont rendu la fuite plus difficile et plus dangereuse, mais elles ont donné aux citoyens de la R.D.A. une raison supplémentaire d'y songer comme à la seule issue. On fuyait jadis par lassitude ; ceux qui s'enfuient depuis le 13 août le font par écœurement, sinon par désespoir ; ils assument, en s'enfuyant, des risques plus grands qu'autrefois, plus grands pratiquement qu'un prisonnier de droit commun qui s'évade. Et n'est-il pas vain de vouloir associer à une œuvre de relèvement national des hommes que pour cela on est obligé de mettre en cage et de menacer ? Est-il trop tard déjà pour tenter de les rallier autrement ?

(1) Agence de voyages et de tourisme.

(2) Reconnaissances que, jusqu'à ces dernières semaines, de très nombreux citoyens de la R.D.A. ne craignaient pas d'orienter leurs antennes de T.V. vers les émetteurs occidentaux. On entend, présentement de les ramener à de meilleurs sentiments.

La semaine du cinéma soviétique

A Moscou, pendant la guerre, Astakhov, as de l'aviation soviétique, rencontre Sacha, une jeune fille romantique ; ils s'aiment, mais Astakhov est porté disparu. Sacha, qui attend un enfant de lui, lui reste fidèle. A la fin de la guerre, Sacha, qui a élevé l'enfant, voit revenir une nuit Astakhov, qui a été fait prisonnier. La vie commune reprend. Astakhov n'est plus pilote, mais manœuvre. Découragé, il boit. Le Parti ne veut plus de lui : dans la Russie stalinienne, un prisonnier de guerre voit peser sur lui une présomption de lâcheté. Quelques amis sont révoltés par cette injustice. Mais un jour, arrive l'annonce de la mort de Staline : tout s'éclaircit ; les images du dégel envahissent l'écran ; la musique devient triomphale ; Astakhov est réintégré dans le Parti, redevient pilote d'essai.

Telle est l'histoire que raconte Grigori Tchoukraï, le jeune réalisateur le plus en vue de l'Union soviétique aujourd'hui. Tel est le film qui a remporté le Grand Prix du Festival de Moscou... On chuchote même qu'au cours d'une représentation privée, certains dirigeants du P.C.F. auraient trouvé la projection de ce film haute-

Dans notre n° 70, une coquille fait dire à Marcel Ranchal le contraire de sa pensée. Il fallait lire (p. 11, 4^e colonne) : « Si la satire de la religion et de son appareil temporel (les séminaristes qui viennent assister leur camarade allemand) est assez incontestable... »

ment inopportune en France actuellement : « Tu comprends camarade, on n'a pas cru devoir... Voilà, on n'a pas cru devoir... » comme disent les types de la cellule d'Astakhov, un peu gênés, en lui refusant sa carte du Parti, dans la pièce où trône une gigantesque statue de Staline. On voit encore dans ce film des tas d'autres détails plaisants : il y est dit, à un moment, que celui qui n'a pas la carte du Parti peut très bien être meilleur communiste que celui qui l'a ; à un autre endroit, Sacha, ouvrière dans une usine, pleurant encore la disparition de son amant (parce que, en plus jamais Astakhov et Sacha ne se marient !) se voit photographier pour un journal et fait brusquement figure de « travailleuse stakhanoviste... » heureuse au boulot.

Bien des éléments donc, pour réjouir le cœur de ceux qui pensaient que, depuis le XX^e Congrès, il y avait bien quelque chose de changé dans la réalité soviétique. Pourquoi ne pas l'avouer ? Vis-à-vis de nos camarades communistes, nous n'avions pas tellement envie de déterrer sans arrêt le passé stalinien, de les forcer à reconnaître et à désavouer les erreurs passées ; le plus souvent, dans les luttes menées ensemble, un accord tacite nous faisait éviter certains sujets ; chacun savait bien ce que pensait l'autre. Parfois, nous étions agacés par une certaine bonne conscience, un certain ton d'infailibilité que, pour notre part, nous essayions toujours de ne pas adopter, trop conscients que nous étions des erreurs de la gauche non-communiste comme de celles du P.C. Et voici un film soviétique — tout à fait officiel et récompensé à Moscou — qui vient nous dire : Oui, il y a eu des choses mauvaises ; oui, il est néfaste de les passer sous silence ; oui, il faut en parler.

Rien que pour cela, « Ciel Pur » est une date, non tellement dans l'histoire du cinéma (nous allons en reparler) mais dans la vie politique, dans l'histoire du P.C.U.S.

★

« Ciel Pur » donne raison, de la manière la plus éclairante, à ceux qui se sont toujours refusés à l'anticommunisme — à ceux qui n'ont pourtant jamais hésité à dénoncer, à attaquer ce qui leur semblait injuste et mauvais dans la réalité soviétique —, à ceux qui ont toujours entendu faire de leurs critiques, si violentes soient-elles, un moyen d'amélioration et non d'affaiblissement, de leurs camarades. Et il serait bien erroné, bien présomptueux, de penser que c'est à ces critiques qu'est due l'évolution dont nous nous réjouissons ; mais le mérite des hommes de gauche qui furent à la fois sincèrement progressistes et antistaliniens serait déjà grand, s'il se bornait seulement à avoir « parié » juste, à avoir misé sur une évolution favorable du régime communiste, à avoir cru à un devenir, à un progrès ; aujourd'hui, le cri d'indignation de Grigori Tchoukraï, amplifié par mille porte-voix officiels, vient leur confirmer qu'ils étaient sur la bonne voie.

Mais il s'agit de cinéma...
Que vaut « Ciel Pur » sur ce plan ? C'est un film étonnamment mélangé. On connaît, de Tchoukraï, l'admirable « Quarante-et-Unième » et la « Ballade du Soldat ». « Ciel Pur » est traité comme un mélodrame sentimental ; lorsque Astakhov, avant de partir pour la mission où son avion sera abattu et lui prisonnier, passe une nuit (la première) avec Sacha, ils ont un enfant : vieille règle du mélodrame. Autre trait mélo : un personnage de scientifique, à la fin du film, homme distrait avec des lunettes. Ce parti-pris déçoit souvent : le drame d'Astakhov et sa solution sont présentés de manière assez peu marxiste, et qui s'attacherait trop aux notions de prise de conscience ou de praxis risque d'être assez horripilé par ce système élémentaire de solution des problèmes : Staline meurt, tout change et tout va bien. Vision, encore, de mélodrame plus que d'analyse politique et c'est ce qui peut être empêché « Ciel-Pur » d'être le grand film de la déstalinisation : l'absence d'une analyse marxiste.

La dramaturgie est aussi simple — voire simpliste — que l'analyse : mais Tchoukraï, poète de l'amour, sait merveilleusement convaincre, émouvoir et remuer le public le plus réticent, rien qu'en montrant la rencontre des deux jeunes gens, dans la rue, au début de leur amour : elle lui a donné rendez-vous par téléphone, il ne sait pas à quoi elle ressemble, s'attend à trouver une femme et ne remarque nullement cette gamine qui lui tourne timidement autour. Par une scène comme celle-ci, Tchoukraï montre bien que sa renommée n'est nullement surfaite et si, devant une certaine simplicité, une certaine sentimentalité aux effets volentiers grossissants, nous faisons la fine bouche, c'est peut-être nous qui avons tort de n'être pas assez bon public, pour un film aussi imprégné de « bons » sentiments.

★

MAIS « Ciel Pur » n'était pas tout seul, à la récente Semaine du Cinéma soviétique de Paris. Dans un ensemble d'intérêt inégal, mais qui doit représenter un assez bon échantillon de la production moyenne soviétique, l'on doit signaler bien d'autres titres.

« Paix à celui qui vient » avait été présenté à Venise ; il sera bientôt projeté commercialement en France. Alov et Naoumov, ses deux jeunes auteurs, avaient derrière eux un film assez consistant, « Le Vent ». La surprise de l'excellent « Paix à celui qui vient » n'en est que meilleure. Certes, l'anecdote sèchement racontée ruisselle de bonnes intentions : des Russes, un officier très jeune, un chauffeur très « peuple », un blessé sourd-muet, doivent rejoindre une ville allemande, le 7 mai 1945 ; les routes ne sont pas sûres, ils emmènent avec eux une Allemande qui est sur le point d'accoucher ; en route, ils se font aider par un soldat américain. La communication entre les peuples, malgré les obstacles du langage, l'espoir représenté par le bébé allemand que tous se liquent pour sauver, le pacifisme des



Photo « Journées du Cinéma »

Eugeni Ourbanski, l'Astakhov de « Ciel Pur ». Un signe de renouveau.

braves gens, tout cela ne serait guère convaincant si le film n'était emporté par un rythme, un entrain contagieux, une chaleur et une sympathie sans chiqué, un humour jamais méchant mais de bonne qualité (il y a un dialogue familier, style grognard d'Empire entre un général et son ancien chauffeur — après lequel le général pense : c'est curieux, je vieilliss, je n'oubliais jamais un visage jadis — et le chauffeur : zut, je me suis trompé de général, c'était pas celui-là ! — il y a une caricature sympathique du soldat américain, géant tonitruant et buveur de whisky). Comme chez Tchoukraï, on n'hésite jamais devant l'image-symbole, si énorme soit-elle : le film s'ouvre sur une croix de bois qui reverdit ; il se termine sur un pipi d'enfant arrosant des mitraillettes.

« L'amour d'Aliocha », de Toumanov et Tchoukouine (encore deux jeunes) ne se situe plus pendant la guerre : on y voit un jeune homme sentimental au milieu d'une équipe d'ouvriers qui font des recherches géologiques ; il aime une jolie fille et n'ose pas le lui dire ; les autres le plaisantent, l'encouragent ; la fille, d'abord moqueuse devant ce timide, finit par l'aimer et ses camarades par le respecter. Tout le film est fait sur un ton extrêmement décontracté, sur un marivaudage tendre, sur une peinture des travailleurs qui n'a absolument rien d'édifiant ou de stakhanoviste : ce sont des travailleurs qui, tout en faisant correctement leur boulot, ne semblent pas avoir confiance, dans chacun de leurs gestes, d'édifier le socialisme, et c'est bien agréable.

Les autres longs métrages furent décevants : « Les Cosaques » et « Résurrection » adaptaient assez plate-ment les romans de L. Tolstoï. « Voiles Ecarlates » fut un conte de fées assez pesant. Mais, du côté des courts métrages (ou moyens métrages), des surprises arrivèrent encore. Nous eûmes, certes, droit à l'abondance de documentaires touristiques, aussi ennuyeux que leurs homologues américains, français, etc... Nous avons stoïquement dégluté (pour ceux qui n'aiment pas ça) des ballets dansés fort classiquement et filmés de même, admiré les douches de la piscine de Moscou et les rennes de Sibérie. Mais « Un chien qui rapporte » de L. Gaidai, nous apprend que les Russes savaient manier le comique burlesque à la « Mack Sennet » de manière efficace et hilarante ; dans les « Trois récits de Tchékov », si Aniouta et Vanka distillaient un ennui sentimental de bonne compagnie, « Une vengeance » avait la vivacité et la grossièreté délibérée d'un excellent comique satirique : historiette d'un bourgeois cocu qui veut se venger et échoue. « Une Vengeance », dirigée par Irina Poplavskaïa, bénéficie d'un acteur au physique de phoque bouffi, très convaincant, nommé Mikhaïl Yanchine.

Enfin, c'est Vladimir Fétine, jeune réalisateur, qui a réalisé « Le Poulain », moyen métrage d'après Choukov. On connaît les thèmes du grand écrivain, son amour de la nature, des chevaux, sa prédilection pour le pays des Cosaques. L'adaptation du « Don Faisible » au cinéma n'avait pas été une réussite ; celle du « Destin d'un homme », par Bondartchouk avait eu, au contraire, un retentissement justifié. « Le Poulain » est fort réussi ; le côté rude et tendre à la fois de cette histoire d'un poulain, que le régiment

des cosaques garde, parce que personne n'ose l'abattre (alors qu'on ne devrait pas s'en encombrer !) est racontée avec verve et pudeur, et est étonnamment jouée par un poulain qui a une très grande talent. Fétine, un nom de jeune à retenir.

Un bilan positif

Le bilan de la Semaine du Cinéma soviétique ? Positif, sans conteste. Le déchet que nous y trouvons n'est proportionnellement pas plus important que celui d'une sélection représentative de notre cinéma — et peut-être moins. Ce qui est plus important, l'éventail s'élargit de plus en plus, autant dans les sujets traités que dans la manière dont ils sont abordés. L'antistalinisme de « Ciel Pur » est un signe de renouveau et, sur le plan cinématographique, l'importance de cette résurgence du cinéma comique soviétique (qui avait brillé quelque peu vers 1930) n'est guère moindre, par les espoirs qu'elle suscite aussi de son côté.

A examiner les développements des différents pays, il n'est pas absurde de penser que le grand cinéma mondial de demain sera russe d'abord. Malgré les classiques, Eisenstein, Poudovkine, etc..., je pense que la grande époque du cinéma soviétique est dans l'avenir, non dans le passé...

Marcel RANCHAL

A PARTIR DU 11 OCTOBRE

**Roger PLANCHON
A PARIS**

avec

LE THEATRE DE LA CITE

● Représentations exceptionnelles pour les Collectivités de « Schweyk dans la II^e Guerre mondiale », de Bertolt Brecht.

S'adresser à la Fédération de Paris, à partir du 2 octobre, de 18 h. à 20 h.
Tél. TRI. 88-97.

● Abonnements Collectivités : 10 NF (3 spectacles). S'adresser à BAL. 29-64 ou ELY. 36-86, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h.

RECTIFICATIF !

Nous avons laissé passer beaucoup d'erreurs dans l'article publié sur Roger Planchon (Cf. TS - n° 69, p. 7).

En première colonne : il fallait lire : « Me voici dans le bureau des Hautes Sphères » du Théâtre de la Cité, etc..., et en col. 2 : « Comme toujours lorsque Brecht... » « Schweyk dans la seconde guerre mondiale » se déroule durant la seconde guerre mondiale. D'abord, comme chez Hasek, au Calice... »

Toujours dans la 2^{me} colonne : un aïné a sauté. C'est notre camarade Copferman qui dit : « — Je ne connais... Celui de Brecht ressemble-t-il à l'original ? » et R. Planchon répond : « Comme toujours... »

Enfin, les deux lignes en trop de la 1^{re} colonne : « de la guerre, une évidence dialectique... jusqu'à en mourir » s'intercalent entre la 2^{me} et 3^{me} lignes du paragraphe « Du comique à la Mack Sennet ».

Nous demandons à nos lecteurs leur indulgence et pour nos fautes et pour notre retard à les rectifier.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin. ODE 15-04

Semaine du 11 au 17 octobre

**UNE AUSSI
LONGUE ABSENCE**

LE FLORIDE

43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 11 au 17 octobre

**REVES DE FEMMES
LA MAISON DE L'ANGE**

Deux nouvelles «Fiches de formation»

La Commission Nationale de Formation, fidèle aux engagements pris par le Congrès et le C.P.N., va publier incessamment ses troisième et quatrième «Fiches de formation» pour les militants. D'autres suivront dans les prochains mois. — L'objectif étant d'édition d'une douzaine de fiches d'ici la fin de l'année scolaire.

Les deux nouvelles fiches concernent, l'une: la V^e République (institutions, bases socio-économiques, évolution et conflits internes), — l'autre: une analyse des classes sociales urbaines en France, actuellement (Evolution de la classe ouvrière dans la France du XX^e siècle, et problèmes économiques et politiques que cela pose).

L'actualité de ces deux thèmes n'est pas à souligner au moment où la V^e République subit à plein le poids de ses contradictions, et où nos efforts de «Front socialiste», axés sur la classe laborieuse et les syndicats se précisent.

Cette situation montre également l'actualité des deux fiches déjà parues avant et pendant l'été:

● Evolution du pouvoir d'achat des familles ouvrières (en partant de leur budget). Les principaux chiffres de cette fiche seront mis à jour dès la semaine prochaine par Tribune (double page sur le pouvoir d'achat).

● Bilan social, économique et politique de la Libération (de 1944 à 1947). Les leçons que nous pouvons tirer de cette époque et des tentatives — souvent malheureuses — qui y virent le jour (sous de Gaulle, déjà!) sont d'un grand intérêt actuellement.

DES PLANS DÉTAILLÉS D'EXPOSES

Rappelons à ce propos le but de ces fiches. Il ne s'agit pas seulement de notes documentaires que chaque militant a intérêt à avoir dans sa bibliothèque. Les fiches — qui peuvent, certes, jouer ce rôle — visent avant tout à permettre à chaque section, si petite soit-elle, d'avoir à sa disposition de solides exposés de formation, basés sur la meilleure documentation.

Faut-il de pouvoir envoyer dans les centaines de sections du Parti des conférenciers compétents et pédagogues, la Commission Nationale de Formation fournit à chaque section, sous forme de fiches, des plans détaillés d'exposés, clairs, nourris et que complète une bonne bibliographie. De la sorte, un camarade de la section — ou à défaut, de la Fédération — peut, en étudiant le sujet quelque temps à l'avance à l'aide de la fiche, présenter à la section un exposé aussi solide et d'aussi bonne qualité que l'aurait fait un présentateur envoyé par la direction nationale.

Chaque fiche est rédigée dans ce but. Toutes les sections qui en ont fait l'essai — et elles sont nombreuses — se sont déclarées enchantées de la méthode. Essayez-la donc si vous ne l'avez pas encore tentée. La formation des militants n'est pas un luxe; dans les batailles que nous aurons à mener pour mettre en place la République socialiste, elle apparaît comme un outil indispensable.

DIX AUTRES FICHES EN PRÉPARATION

D'autres fiches sont dès à présent en cours d'élaboration:

- économiques (rôle de l'Etat, comptes de la nation, planification);
- historiques (les partis ouvriers de 1914 à 1934, le Front populaire), le fascisme);
- sociologiques (le monde rural en 1961);
- syndicales (les organisations syndicales françaises actuellement, leur évolution récente);
- internationales (le monde communiste, le problème allemand).

RECTIFICATIF !

UNE erreur s'est glissée dans le dernier article sur la relance de l'action revendicative (Cf. T.S. n° 70, p. 9).

Les Cadres Autonomes de la S.N.C.F., — qui ne participaient pas à la journée d'action du 27 septembre, — groupent, ainsi que je l'ai écrit, la majorité des Cadres mais non les roulants autonomes. Ceux-ci appartiennent à un autre syndicat (F.G.A.A.C.) qui est d'ailleurs une organisation catégorielle et n'est pas représenté à la Commission mixte du Statut où la S.N.C.F. et les syndicats discutent des questions intéressant l'ensemble des Cheminots. A noter que la Fédération des Cadres Autonomes appartient, comme F.O., à la puissante Organisa-

Cette diversité de fiches permettra d'ici peu à chaque section de choisir, en fonction des urgences de l'heure et des connaissances de ses membres, sur quels sujets elle fait de préférence porter la formation de ses adhérents. L'idéal serait que chaque section consacre chaque année 5 ou 6 de ses réunions à des séances de formation; le minimum — sans lequel notre Parti s'endormira vite dans le «ron-ron» des vieilles formules — se situe autour de trois réunions de formation par an.

Avec quatre fiches déjà sorties, chaque section peut démarrer son programme annuel de formation. Les fiches à paraître d'ici la fin de l'année permettront de mettre au point dans le détail ce programme.

Ne tardez pas à passer vos commandes:

Fiches de formation - Tribune Socialiste.
54, bd Garibaldi.
C.C.P. 5826-25.
1 NF, la fiche.

«C. E. S.» PROGRAMME

REPRISE DES COURS

17, rue de Chaligny
Paris-XII^e (M^o Reuilly-Diderot)

INITIATION ECONOMIQUE par M. RUNGIS

- Mardi 24 octobre :
L'ECONOMIE POLITIQUE, qu'est-ce que c'est Votre budget, et celui des autres.
- Mardi 31 octobre :
Comment fonctionnent les entreprises, et pour qui ?
- Mardi 14 novembre :
Les structures économiques de la France.
- Lundi 27 novembre :
L'Economie politique devant ses choix.
- Mardi 12 décembre :
Les problèmes économiques et le Socialisme.

Le 20^{ème} anniversaire des fusillades de Chateaubriant

Il y a vingt ans, le 22 octobre 1941, vingt-sept patriotes français tombaient sous les balles nazies dans la carrière de Chateaubriant; le même jour, à Nantes, vingt-deux autres et quelques jours après cinquante de plus à Souges (Gironde) étaient fusillés comme otages.

Le Comité National du Souvenir des Héros de Chateaubriant, créé dès la libération pour perpétuer le souvenir de ces héros de la résistance française, a décidé de fixer au dimanche 22 octobre prochain la commémoration traditionnelle de ces fusillades, dont le retentissement fut considérable non seulement en France mais dans le monde entier.

Répondez en grand nombre à cet appel, en vous rassemblant dans ce haut lieu de la résistance française que constitue désormais la carrière de Chateaubriant où ont été transférées les terres des autres hauts lieux de la résistance française.

tion Internationale des Transports (I.T.F.) qui a tenu récemment son congrès à Paris.

Les fédérations C.G.T. et C.F.T.C. ont décidé l'organisation de journées d'action les 16, 17 et 18 octobre, avant la réunion de la Commission mixte. F.O. continue à rapprocher à la C.F.T.C. son approbation de la réforme de la rémunération décidée en mai 60 (réforme favorable aux Cadres); elle reproche également à la C.G.T. de ne pas exiger l'arrêt de cette réforme et de se contenter de positions vagues et imprécises.

Par contre, au Gaz et à l'Electricité de France, les quatre fédérations (C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.G.C.) participent le 18 octobre à une demi-journée d'action.

Meetings et réunions

LOIRE

● La Fédération de la Loire du P.S.U. organise une réunion publique avec Claude BOURDET, le vendredi 13 octobre, à 20 h. 15, à la Bourse du Travail de SAINT-ETIENNE.

CHARENTE-MARITIME

● Le 13 octobre, à 21 heures, Maurice COMBES sera à SAINTES pour une réunion exclusivement réservée aux Cheminots. Réunion qui aura lieu à la Salle des Cheminots, rue Saint-Palais, aimablement mise à la disposition de la section P.S.U. par le syndicat C.G.T. des Cheminots.

● Le 21 octobre, salle Centrale, à SAINTES, notre secrétaire général Edouard DEPREUX prendra la parole au cours d'une réunion publique et contradictoire.

● Le 22 octobre, à la Mairie de SAINTES, de 9 h. à 12 h., les responsables fédéraux et les militants de la région du Centre-Ouest tiendront une réunion commune en présence d'Edouard DEPREUX. Un repas amical suivra cette réunion.

EURE

● Une réunion aura lieu le 15 octobre, à 14 h. 30, salle des Colonnes de la Mairie de LOUVIERS, en présence de Charles HERNU, membre du Comité Politique National du Parti.

Nous savons qu'un certain nombre de nos camarades de la Seine-et-Oise viendront assister à ce Congrès où nous les accueillerons amicalement.

Cette réunion sera consacrée à l'étude des problèmes du P.S.U. dans l'Eure et à des échanges de vue entre camarades des différentes sections (recrutement, propagande, etc...). La situation politique actuelle sera également évoquée et un appel sera lancé en vue d'un réveil des masses laborieuses.

NIÈVRE

● La Fédération P.S.U. de la Nièvre invite ses adhérents et ses sympathisants à la conférence qui aura lieu le lundi 23 octobre, à 21 h., dans le Hall du Champ de Foire, à NEVERS, avec la participation de notre camarade Pierre MENDES-FRANCE.

POUR PARIS :

Un week-end d'études

«Syndicalisme et Société industrielle»

La Fédération de Paris organise les samedi 28 et dimanche 29 octobre aux environs de Paris un nouveau week-end d'études sur le thème :

SYNDICALISME

ET SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Les structures actuelles du Syndicalisme français, (effectifs et modes d'action);

— L'Entreprise et les structures syndicales;

— Le Syndicalisme français face au néo-capitalisme.

Les camarades intéressés sont priés de s'inscrire dès maintenant à la FÉDÉRATION DE PARIS, 8, rue Henner, Paris-IX^e où seront données les informations complémentaires. (Tél. TRI 88-97). Une garderie d'enfants est prévue.

et une conférence sur le Birth-control

L'Interfédération de la Seine, les Fédérations de Paris, Seine-Banlieue et Seine-et-Oise, invitent à assister à la conférence que fera le docteur Aron Brunetière sur le Birth-Control (maternité volontaire) le

MARDI 17 OCTOBRE

à 20 h. 45, 10, rue de Lancry - Paris (X^e) (Métro République ou Jacques-Bonsergent). Cette réunion est placée sous la présidence d'Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U.

La responsable interfédérale à l'Action et à la Propagande féminine, Lucienne BORCHIO.

S. O. S. - P. S. U.

SOLIDARITÉ

● La Commission Nationale de Solidarité cherche pour la femme d'un détenu ayant un bébé de 9 mois une chambre avec possibilité cuisine.

Réponse à adresser à :
Jeanne HESPEL, FON. 76-00.

● ECHANGE : 1 pièce cuisine - cave (eau, gaz, électricité). St-Ouen, près métro, loyer modeste, — Contre logement plus grand Paris-Banlieue.
S'adresser à M. Sanchez, 8 bis, rue Soubise - St-Ouen.

ORNE

Le nouveau secrétaire fédéral

Le camarade Charles Hlavacek, récemment muté en Seine-et-Oise, a été remplacé au poste de secrétaire fédéral de l'Orne par :

Jacques TONNELIER
La Ferrière-Bochard (Orne).

Le n° 14

du « Courrier du P. S. U. »
est paru

DOCUMENTS DE TRAVAIL SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE :

- Rapport de la Commission des Affaires internationales.
- Positions sur le problème européen.
- Textes sur le problème de Berlin.
- Textes de travail sur l'orientation générale de la politique internationale du P.S.U.

Le N° 0,50 NF
Abonnement 1 an 6 NF

CCP. PARIS - 5826-65

TRIBUNE SOCIALISTE
54, bd Garibaldi, Paris 15^e

De nombreux abonnements arrivent à expiration... Pensez-y !

VIENT D'ÊTRE EDITEE :
Une affiche bicolore, 1/2 Colom-
bier:

BERLIN...

Pour éviter la guerre NÉGOCIEZ !

- La reconnaissance de fait des deux Etats allemands et de leurs frontières actuelles;
- La limitation de leurs forces armées et l'interdiction d'un armement nucléaire;
- La garantie permanente de la liberté de communication entre Berlin-Ouest et les autres pays;
- Le règlement global du problème allemand et la création de zones démilitarisées et contrôlées au centre de l'Europe;
- L'arrêt immédiat des expériences atomiques.

POUR

LE DESARMEMENT ATOMIQUE

GÉNÉRALISÉ

C.C.P. 58-26-65

Prix: 0,10 NF l'affiche.
Passez commande : 54, boulevard, Paris (15^e).

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

Le Budget 1962

(Suite de la page 12)

effectifs de cette année) des impôts inclus dans les prix, ces « impôts aveugles » qui frappent les citoyens sans tenir compte de la disparité de leurs revenus. L'injustice de notre système fiscal s'en trouvera accrue. L'impôt progressif sur le revenu ne représentera plus que 11,6 % des recettes de l'Etat !

Quant aux « allègements fiscaux » promis aux contribuables, ils se traduiront par... une augmentation de 45 milliards d'anciens francs de la somme versée par eux au fisc, la progression des revenus imposés d'une année à l'autre allant plus vite (notamment à cause de la hausse des prix) que la réduction légère du taux des impôts.

Sus aux salariés !

Concluons : la quasi-totalité des dépenses supplémentaires de 1962 — loin d'être toutes utiles, on l'a vu, et dont les plus intéressantes restent insuffisantes — est mise à la charge des consommateurs : soit sous forme d'impôts qui vont faire monter les prix, soit sous forme de hausses des tarifs publics (transport et tabac).

On pourrait imaginer que, ce faisant, Debré, de Gaulle et Baumgartner s'excusent auprès des salariés, qui vont une fois encore supporter les conséquences de leur politique réactionnaire. Ce serait mal les connaître.

Au contraire : les deux rapports qui servent de préambule au budget — rapport économique et exposé sur les Comptes de la Nation — insistent tous les deux sur le danger... des hausses de salaires !

« Une stricte discipline des salaires doit être efficacement « maintenue », écrit le premier. « Les mouvements de salaires doivent être efficacement maîtrisés », ajoute le second.

Debré ne s'est pas consolé, on le voit, de l'échec que les syndicats ont fait subir à « sa » politique des 4 %. Il veut « remettre ça »...

Nul doute que les travailleurs, unis, lui répondent. Ce que la V^e République orgueilleuse n'a pu réussir, la V^e moribonde ne pourra le faire.

M. Rungis

A MONTAUBAN

Grève aux Ets Bouyer pour la réintégration d'un délégué syndical

DEPUIS un certain temps, le personnel est particulièrement mécontent aux Etablissements Bouyer. Méthodes autoritaires de M. Bouyer qui n'accepte pas de syndicat, ne tolère que des « délégués-maison » choisis par lui, (le camarade Valade, délégué du personnel fut en 1959 arbitrairement renvoyé lors du renouvellement de son mandat), mauvais salaires dus à une application fantaisiste de la prime toujours en faveur du patron.

La dernière paye fut particulièrement mauvaise alors que les heures de travail étaient particulièrement élevées et le rendement très bon. Aussi, les ouvriers débrayèrent unanimement pour exiger qu'une délégation soit reçue.

Bouyer accepta de recevoir une délégation le lendemain matin, mais le lendemain, il désigna lui-même les délégués ! Or, deux représentants du syndicat C.F.T.C. se présentèrent quand même. Il n'accepta de les recevoir qu'à condition. A l'issue de l'entrevue, il leur annonça qu'ils étaient renvoyés. La protestation du personnel ne put empêcher que le renvoi soit maintenu pour l'un des deux délégués.

Dès que le renvoi fut signifié officiellement à ce camarade, la totalité du personnel, à l'exception des bureaux, se mit en grève illimitée.

Depuis jeudi soir 7 octobre, la grève se poursuit. Elle est très activement menée par les responsables du syndicat C.F.T.C. auxquels la grande majorité des ouvriers font confiance. Réunions, délégations et manifestation dans la rue avec pancartes. L'entente est parfaite et les ouvriers de chez Bouyer sont bien déterminés à tenir jusqu'à la victoire totale.

Le P.S.U. a pour doctrine de respecter l'indépendance totale des syndicats, mais il apporte toujours son appui, dans la mesure où il peut le faire, à tous les travailleurs engagés dans une action revendicative — quelle que soit l'organisation syndicale qui conduit cette lutte.

En exprimant aujourd'hui sa solidarité au personnel de l'entreprise Bouyer, la section P.S.U. de Montauban adopte la même attitude que lorsqu'elle a soutenu les travailleurs de l'entreprise Siliens qui appartenaient en majorité à la C.G.T.

“Des salaires... en hausse constante”

C'EST un important hebdomadaire économique et financier qui a publié sous ce titre un article rappelant les hausses successives de salaire depuis quelques années. Ici, toutefois, il s'agissait des cadres. Mais, avec la nouvelle mesure de « remise en ordre » des traitements de Fonctionnaires (de 1 à 4 % à compter du 1^{er} novembre), et la déclaration du Premier ministre, dimanche à Tours (« Si l'on peut accepter dans une démocratie des revendications et même une certaine agitation, il n'est pas possible de tolérer que cette agitation contrarie l'intérêt national et trouble l'ordre public »), on voit bien que la V^e est une république populaire et sociale. Ce sont seulement les « méchants ouvriers » et les « meneurs » qui diront le contraire. Il suffit simplement d'exprimer des revendications décentes : aussitôt le pouvoir, empressé et reconnaissant de cette confiance, s'applique à les satisfaire. Voyez les Fonctionnaires.

Les traitements des fonctionnaires

En date du 6 octobre, le Journal Officiel a publié un décret concernant les personnels civils et militaires de l'Etat. Leur traitement de base est augmenté, spontanément, de... 1 % ! Mais cela n'est rien encore. Les éléments dégressifs touchés jusqu'à l'indice 300 seront désormais part entière du salaire. Pour concrétiser cette « remise en ordre », le traitement de base atteindra annuellement 3.054 NF au 1^{er} novembre 1961 et 3.550 NF au 1^{er} décembre.

On imagine déjà l'ampleur du rajustement. Il est tel qu'on pense que les Fonctionnaires en activité ne s'apercevront pratiquement pas de ce pourboire. Pour les pensionnés la majoration de 4 % sera plus visible. Mais elle constituera une « amélioration » très relative en regard des hausses de prix.

En réalité, on indique que cette mesure doit être la première d'une série destinée à resserrer la grille des salaires. Ceux-ci seront ramenés de l'indice 100 à 1.000 à l'indice 100 à 735. Les syndicats réclamaient, bien sûr, de telles mesures. Mais il est certain que la lenteur et l'insuffisance de celles-ci ne les satisferont pas... Pas plus qu'elles ne satisferont les salariés. Les traitements de la Fonction publique, disent-ils, sont de plus en plus en retard par rapport à ceux du secteur privé.

Pas d'argent...

Pas de professeurs !

L'indécence des salaires des enseignants est une des causes majeures de l'actuel manque de professeurs. Au cours d'une conférence de presse, le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur l'a rappelé : « ... On ne trouve plus assez de candidats. Le salaire d'un maître assistant est 1.200 NF par mois, prime de recherche comprise. »

Le S.N.E.S. réclame en conséquence, pour combler le déficit actuel — surtout sensible dans les sciences — une augmentation des traitements. A titre de première mesure ; un rajustement de la prime de recherche (transformée alors en « complément de salaire ») à dater du 1^{er} janvier ; — actuellement de 13 % du traitement, elle sera portée à 30 % à cette date. Selon le S.N.E.S., un complément tel devrait être porté à 50 % des salaires au 1^{er} octobre 1962 et à 100 % au 1^{er} octobre 1963.

En délégations

séparées

Les syndicats de Fonctionnaires ont, comme à l'ordinaire, été reçus séparément par M. Guillaumat, ministre d'Etat chargé de la Fonction publique.

Les représentants F.O. et C.F.T.C. ont surtout insisté sur l'augmentation du coût de la vie qui rend insignifiante la mesure d'intégration indiquée plus haut. Les fédérations C.G.T., après leur rencontre avec M. Guillaumat, ont déclaré qu'aucune

amélioration n'avait été apportée aux dispositions arrêtées le 30 mai. Que les augmentations mensuelles nettes s'étagèrent pour la grande majorité entre 700 et 1.000 anciens francs. Qu'en fait, la réelle « remise en ordre » des petites catégories demeure à faire.

Enfin, la C.G.T. a protesté contre la reprise des discussions séparées avec le gouvernement et réclamé des pourparlers menés par tous.

Les enseignements

du 27 Septembre

Les différents syndicats ayant participé au mouvement de grèves du 27 septembre considèrent que, malgré la situation politique peu favorable, il a été généralement bien suivi. Il semble que des conversations seront engagées entre les fédérations dans chaque industrie pour amplifier le mouvement en y engageant tous les secteurs afférents. Toutefois, des divergences se font jour dans la tactique à suivre.

Certains proposent une action menée jusqu'à la satisfaction des reven-

dications dans une seule entreprise nationalisée, à la suite de quoi de semblables avantages seraient étendus à d'autres secteurs. D'autres suggèrent un mouvement plus généralisé.

Les premiers se réfèrent au succès obtenu par les personnels de l'E.D.F.-G.D.F. Les seconds pensent que le gouvernement durcira ses positions et combattrait plus facilement les effets de mouvements localisés.

Les quatre fédérations de l'Eclairage se sont rencontrées (C.G.T. - C.F.T.C. - F.O. - C.G.C.). Ainsi que des représentants des Cheminots C.G.T. - C.F.T.C. - F.O. Les communiqués publiés font état d'un proche recours à l'action. Sans plus préciser son éventualité. On peut en conclure qu'il n'y aura pas de mouvement immédiat, d'autant que d'autres considérations entrent en ligne de compte : ici, il s'agit de ne pas « gêner » de Gaulle durant les négociations avec le F.L.N., en rejoignant les partis de la « grogne ». Là, de mettre surtout l'accent sur la question de Berlin, et « les menaces contre la paix ». Car toujours les problèmes de l'unité d'action demeurent en suspens...

Émile Copfermann

Monsieur Sudreau à la T.V. :

Le problème du logement ne doit pas être posé en termes politiques

PLUS de 10.000 téléspectateurs ont écrit à Etienne Lalou dès qu'ils ont connu le thème de l'émission télévisée de la série « FAIRE FACE », diffusée vendredi dernier. C'est qu'en effet le problème du logement allait être exposé par le ministre lui-même. Dix mille familles ont donc tenu à exposer aux réalisateurs — et à travers eux aux Pouvoirs publics — leurs difficultés, leurs inquiétudes, leurs drames aussi. Ce simple fait témoignait à lui seul, si besoin était, de l'importance de cette question.

Rendons d'abord — une fois n'est pas coutume — un hommage à M. Sudreau. C'est la première fois, en effet, qu'un Ministre de la Construction paraissait au petit écran pour exposer une politique et la défendre. Disons encore qu'il fallait un certain courage pour se présenter avec un mauvais dossier et tenter de prouver l'efficacité d'une action inefficace. Cela pourrait expliquer, semble-t-il, la nervosité dont le ministre a fait preuve, allant jusqu'à couper la parole au président de la Confédération des Locataires pour ne pas répondre à une question.

« La politique du ministre de la Construction est celle du gouvernement tout entier, et j'ose le dire, la mienne » déclarait de Gaulle voici deux ans. Cette politique, M. Sudreau en a donné un saisissant raccourci.

O Des familles attendent-elles depuis cinq ans un H.L.M. ? Ce n'est pas, comme vous pourriez le penser parce qu'il y a pénurie d'H.L.M. locatifs. Non. Pour le ministre, c'est un problème d'attribution. Les logements sont mal distribués, aussi va-t-on désormais afficher les noms des bénéficiaires. Grâce à cette méthode, l'Office de Paris qui construit chaque année un peu moins de 3.000 logements pourra donner beaucoup plus rapidement satisfaction aux quelque 110.000 inscrits !

O Les scandales de la construction ? Les souscripteurs du C.N.L. « ont de la chance » car, grâce au projet de loi, du gouvernement, il n'y aura plus de scandales. Mais à la question : « Pourquoi la loi n'est-elle pas appliquée » (cf. L'Immobilière Lambert)... il n'y eut aucune réponse.

O La spéculation foncière ? Grâce aux projets du gouvernement, de l'ordre sera mis.

O Les loyers chers ? Il ne faut pas en parler. Le logement des vieillards ? C'est angoissant... Mais le gouvernement a l'intention de...

...Nationaliser la construction ? Non ! Le ministre est humaniste à ses heures. Car, paraît-il, ce serait bureaucratiser une fonction qui perdrait tout caractère humain, — le logement ne devant pas être octroyé, mais person-

nalisé. M. Sudreau est paraît-il « interventionniste », mais il a défendu une demi heure durant la libre entreprise, se contentant de lancer un appel aux promoteurs privés qui disparaîtront si la loi n'est pas respectée.

La crise du logement, c'est avant tout un problème de répartition. Car, dit le ministre, il y a 15 millions de foyers et 15 millions de logements en France. En comptant bien entendu les 400.000 taudis à détruire de toute urgence, les centaines de milliers d'habitations rurales vétustes, les ruines abandonnées de la Lozère. S'il y a une crise du logement, c'est que les populations sont devenues plus exigeantes du fait de l'augmentation du niveau de vie. Ah ! Ces prolétaires qui exigent (fi !) une douche, de l'eau sur l'évier et le chauffage central. M. le ministre n'a certainement pas oublié les fortes paroles de feu Ricard du C.N.P.F. déclarant que, si les travailleurs avaient froid, ils n'avaient qu'à coucher deux par deux pour se réchauffer !

Pour le titulaire du quai de Passy, « le logement ne doit pas être posé en termes politiques », c'est un problème social. Alors, les milliards pour la guerre d'Algérie, pour l'armée, pour les « pétards » de Reggane et autres dépenses de « prestige » ne sont pas dépensés au nom d'une certaine politique ? Ces mêmes milliards qui précisément manquent pour l'école, la jeunesse, la santé et le logement !

Pour résoudre ce problème « social », M. le Ministre a des projets et des intentions.

Cela vaut bien, n'est-il pas vrai, les toits qui s'envolent ou les balcons qui s'effondrent !

J.-P. Muller

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

A adresser :
P.S.U., 8, rue Henner Paris (9^e)

LE PROJET DE BUDGET POUR 1962

- Un choix politique aussi réactionnaire que les précédents
- Des hausses de prix, plutôt que des impôts sur les riches
- La "doctrine Debré" reste : "Les salaires, voilà l'ennemi"

DEUX cent trente pages bourrées de chiffres, accompagnées de quatre rapports (économique, financier, Comptes de la Nation, Rapport du Fonds de Développement économique et social) et d'une cinquantaine de comptes détaillés propres à chaque genre de dépenses ministérielles, — tel est le projet de budget pour 1962 dont le Parlement vient de commencer l'examen.

Comme chaque année, l'ampleur de ces documents budgétaires a de quoi décourager. Il faut surmonter cette première réaction pour étudier la politique économique qu'entend suivre, l'an prochain, le gouvernement, — politique dont le projet de budget est l'expression la plus nette et la plus détaillée.

De quoi a donc l'air ce budget de 1962 qui sera, sinon le dernier de M. Debré, du moins le dernier de M. Baumgartner, celui-ci ayant averti le général de Gaulle qu'il démissionnerait une fois le budget voté parce qu'il n'est plus d'accord avec la manière autoritaire dont procède le Pouvoir à l'égard du Parlement ?

Trois options fondamentales

Trois grandes options ont présidé à la préparation du Budget 1962. Leur signification politique est fort claire :

- 1) « L'IMPASSE BUDGETAIRE » (total des sommes que le Trésor public dépense dans l'année, en dons ou en prêts sans avoir de ressources correspondantes) EST MAINTENUE AU-DESSOUS DE 7 MILLIARDS DE NF (6,87 exactement).

Pourquoi ? Essentiellement par fétichisme financier. Dans l'abondance actuelle de la trésorerie des banques et devant la facilité avec laquelle le Trésor public trouve à emprunter, il aurait été incontestablement possible de porter « l'impasse » (c'est-à-dire la somme que le Trésor emprunte pour faire face aux dépenses non couvertes par des recettes) à 8 milliards de NF, voire même davantage.

Mais la rigueur sur ce point a paru à MM. Debré et Baumgartner le meilleur moyen d'affirmer *urbi et orbi* leur volonté de « se plier aux impératifs financiers » et de « défendre la monnaie ».

Plus prosaïquement, ils y ont vu un bon rempart contre les revendications des « meutes » qui « grognent » ; en étant inflexibles sur « l'impasse », ils annoncent leur volonté de l'être aussi sur les demandes de crédits intéressant les Fonctionnaires, les vieux, les familles, le logement, etc...

- 2) LES CREDITS MILITAIRES CONTINUERONT A AUGMENTER : 45,6 milliards d'anciens francs de plus que dans la Loi de Finances de 1961, votée un an plus tôt, et 7,5 milliards d'anciens francs de plus que les dépenses effectives de 1961.

Ces crédits atteindront en 1962 quelque 1.927 milliards d'anciens francs (1.727 inscrits au budget de guerre, et 200 camouflés au budget « civil » des pensions militaires). Pour peu qu'ils progressent — comme d'habitude ! — en cours d'année, ils franchiront pour la première fois le cap de 2.000 milliards : le prix de 700.000 H.L.M. !

Or, il aurait été particulièrement important pour les Finances publiques qu'en 1962, les dépenses militaires diminuent, — une fois n'est pas coutume ! L'économie ainsi réalisée aurait pu permettre de financer les crédits supplémentaires obtenus par les paysans grâce à leur lutte de l'été dernier, et de couvrir en partie les dépenses occasionnées dans l'Enseignement par la poussée démographique. C'est d'ailleurs ce qu'espérait Baumgartner au printemps, quand de Gaulle annonçait qu'il en terminerait en octobre avec l'affaire algérienne.

On sait où en sont les choses sur ce point. Et comme de Gaulle a voulu au contraire jouer les vedettes « atlantiques » en rapatriant des divisions et



Où trouver les recettes nouvelles ? Chez les petits consommateurs... (Agip)

en intensifiant les dépenses d'armement moderne (fusées et programme spatial), le budget militaire qui devait diminuer... a augmenté de 3 % en un an.

- 3) OU TROUVER LES RECETTES NOUVELLES (5,62 milliards de NF, par rapport à la Loi de Finances de 1961 et 3,76 milliards par rapport au budget effectif de cette année) nécessitées par les dépenses supplémentaires de l'an prochain ?

Une forte partie était procurée sans peine par le meilleur rendement des impôts existants, lié à l'expansion. Le reste ?

La logique commandait de le demander à des impôts sur les riches, fraudeurs habituels du fisc, ou à une taxe exceptionnelle sur les bénéfices de guerre (puisque c'est la prolongation du conflit algérien qui déséquilibre cette année encore le budget). Mais la logique a peu à voir avec la pratique gouvernementale. Baumgartner, Debré et de Gaulle ont préféré demander cet argent aux petits consommateurs, acheteurs de biens courants et usagers des services publics : les tarifs du métro, des auto-

bus, des chemins de fer augmenteront donc, pour éviter à l'Etat de prêter tous les capitaux que lui demandaient les industries nationales en vue de se développer (1) ; de même, les prix du tabac seront majorés, pour procurer au Trésor quelques ressources supplémentaires. Le choix des victimes est politiquement fort clair.

Ces options fondamentales étant rappelées, analysons sommairement les grandes lignes du prochain budget.

Priorité aux dépenses courantes sur les investissements

Du côté des dépenses (5,2 % de plus que cette année, et 8 % de plus que dans le budget voté il y a un an), sept changements principaux sont à signaler :

- Les dépenses militaires progressent, ainsi que nous venons de le dire, pour une part d'ailleurs assez faible par rapport au total (45,6 mil-

liards d'anciens francs par rapport à la Loi de Finances de 1961, sur une progression totale de 563,9).

- Les intérêts payés aux créanciers de l'Etat (Service de la Dette publique) augmentent de leur côté de 13,8 milliards d'anciens francs.

● Les augmentations de traitements des Fonctionnaires (ainsi que les retraites et les pensions civiles des victimes de la guerre, indexées sur ces traitements) nécessitent d'autre part 214,7 milliards de plus qu'il y a un an : 150 pour les mesures déjà annoncées et 64,7 pour celles en cours de discussion avec les Syndicats de Fonctionnaires. Un complément de 17 milliards est prévu pour la revalorisation de la Fonction enseignante.

● Une douzaine d'autres milliards sont inscrits pour la création de postes supplémentaires, essentiellement dans l'Enseignement. 23.000 emplois sont créés à l'Education nationale, dont 6.000 postes d'instituteurs, 7.000 de professeurs, 1.600 dans les Universités... On sera encore loin, cependant, des effectifs minima : plus de 10.000 postes manqueront encore dans le primaire et le secondaire.

● L'enseignement privé voit sa dotation plus que doublée, puisqu'elle passe de 20 à 48,7 milliards d'AF.

● Quant aux subventions, qui progressent fortement (+ 205 milliards d'AF), leur augmentation concerne surtout l'Agriculture (+ 172 milliards, fruit des luttes paysannes de l'été), les primes à la construction (+ 10), la S.N.C.F. (+ 6), les Houillères (+ 5)...

Le tableau ci-contre est très clair à cet égard.

● Pour les INVESTISSEMENTS, la situation est moins bonne encore. Les crédits pour les constructions scolaires sont à peine supérieurs à la moitié de ce que M. Paye lui-même jugeait nécessaire (222 milliards au lieu de 410). Les dépenses pour prêts aux H.L.M. progressent à peine : + 7 milliards (les autorisations de dépenses augmentent, elles, plus fortement). Les prêts aux sociétés nationales diminuent (Houillères, G.D.F., Commissariat à l'Energie atomique), de même que les indemnités de reconstruction (104 au lieu de 131). Au total, en dépit d'une aide accrue à l'Industrie privée, les dépenses de l'Etat, en capital, augmentent de 3 % à peine (les autorisations de dépenses progressent, elles, de 10 % environ, — ce qui est beaucoup moins que les années précédentes).

Recettes : Les 4/5 du supplément demandés au consommateur

Du côté des recettes budgétaires, en progression de 8 % par rapport à la Loi de Finances de 1961 (et de 4,5 % par rapport aux recettes effectives de cette année), l'amélioration est attendue non pas d'une taxation plus juste, mais, comme d'habitude, d'un meilleur rendement des impôts incorporés dans les prix. Ceux, précisément, que paie la grande foule des petits consommateurs.

Le tableau ci-contre est très clair à cet égard :

Le gouvernement attend les 4/5 du supplément (par rapport aux recettes

M. Rungis

(1) Cela ne suffira d'ailleurs pas ; aussi, les sociétés nationales devront-elles, en outre, emprunter plus largement — (15 % de plus, dit-on) — aux prêteurs privés à un taux d'intérêt plus élevé que celui qu'aurait consenti l'Etat. D'ici qu'on reproche aux entreprises nationales de s'endetter !

(suite page 11)

Recettes fiscales supplémentaires en 1962

(En milliards d'anciens francs)

	Par rapport au budget de 1961	Par rapport aux recettes effectives de 1961
I. — IMPOTS INCORPORES DANS LES PRIX :		
— T.V.A. et taxe sur les prestations de service	251	145
— Autres impôts indirects (tabacs, vins)	—	12
— Droits de douane	98	41
— Versement forfaitaire sur les salaires	43	39
TOTAL	392	237
II. — AUTRES IMPOTS :		
— Contributions directes (dont impôt sur le revenu) ..	45	45
— Impôt sur les sociétés	38	21
— Autres impôts directs	15	—
— Droits d'enregistrement et de timbre	33	—
TOTAL	131	66